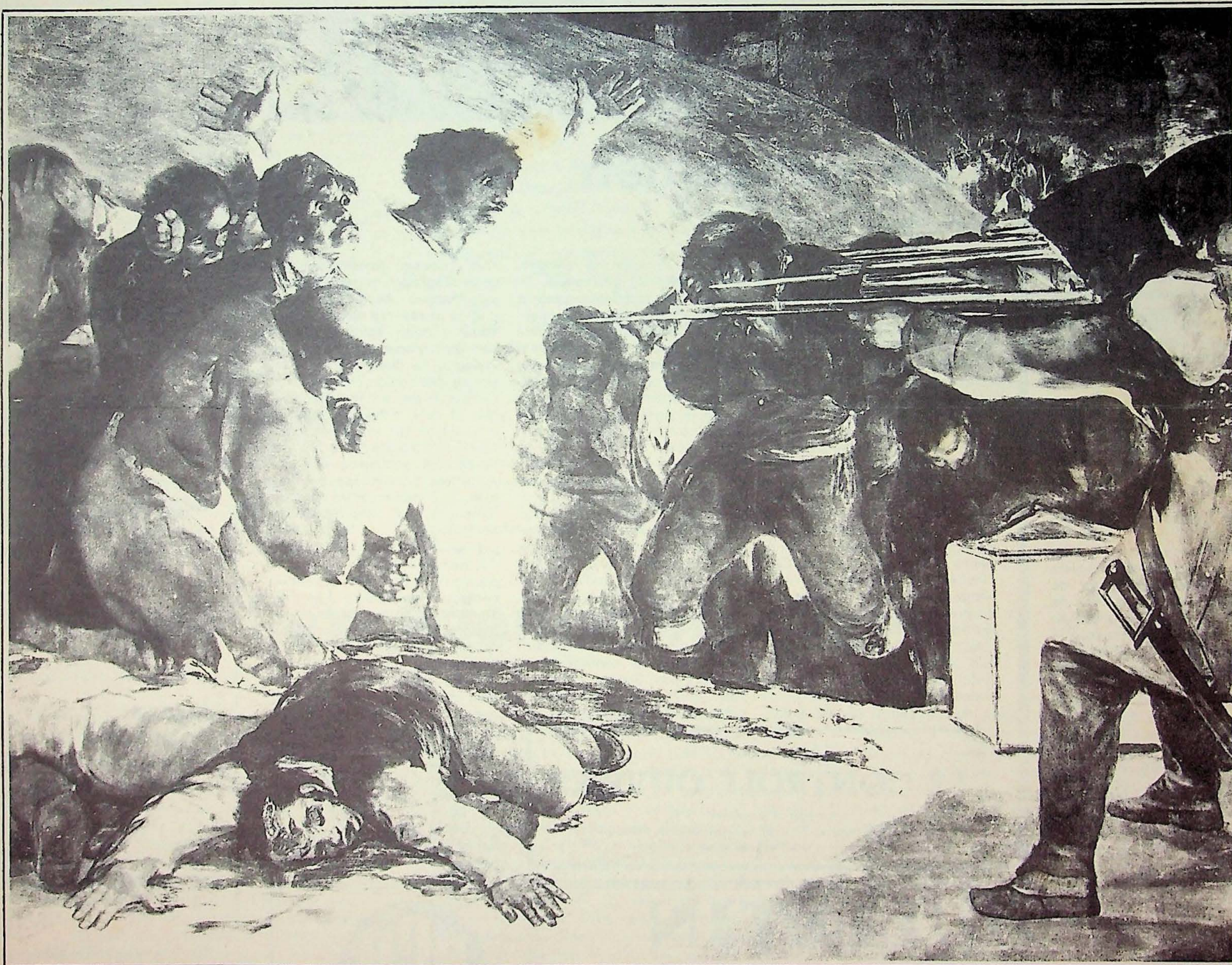


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 477, 1,50 F
JEUDI 17 DECEMBRE 1970



LE DEFI D'UN PEUPLE

Au sommaire

Répression

Le lundi 12 décembre ont comparu devant la Cour de sûreté de l'Etat sept personnes accusées d'avoir lancé des cocktails Molotov sur le siège des Houillères à Lens. Mais ce procès n'est que le second en date. En effet, samedi, à l'initiative du Secours Rouge de la région Nord, appuyé par Jean-Paul Sartre, un tribunal populaire a été réuni pour mettre en accusation les responsables de la mort des mineurs de Fouquières-les-Lens. C'est ce procès que nous relate Gérard Lemahieu (page 10).

Palestine

Hussein est à Paris. Cette visite n'est pas un hasard car les relations entre les Etats jordaniens et français sont des plus étroites. C'est ce que nous rappelle Henry Rosengart (page 14). Il n'en est que plus urgent que s'affirme la solidarité de tous les militants anti-impérialistes français. C'est à ce but que répond la naissance du Bureau d'Aide à la Révolution Palestinienne (page 15).

Basques

A l'heure où, dans toute l'Europe, une vague de protestation sans précédent monte vers le régime franquiste pour tenter de sauver les accusés de Burgos, il est important de comprendre pourquoi le gouvernement espagnol a pris le risque de ce procès public et quelles peuvent en être les conséquences. Cette analyse, Manuel Bridier la fait page 12. Sur un autre plan, il semble que cela aurait été le moment, pour le Parti communiste français, d'abandonner ses exclusives antigauchistes. Comme Marc Heurion l'explique, il n'en a rien fait (page 13).

TRIBUNE CULTURELLE



Two gentlemen

Alain Moutot

Ça se passe à Londres, capitale composite et mosaïque de toutes les nationalités qui ont, jadis, formé le Commonwealth. Un jeune Anglais est amené à partager l'appartement qu'il a loué dans le quartier chic de la capitale. Son invité est, comme lui, d'origine bourgeoise, formé à Oxford, et qui pratique le cricket à faire pâlir de jalousie un Britannique « enraciné » depuis des générations. En somme, un simple fait divers de la vie courante. Mais sans crier garde, sans avoir l'air d'y toucher, Ted Kotchess nous a attiré au cœur d'un problème crucial : le racisme. Car l'invité est jamaïcain et « désespérément noir », comme il se présente lui-même. Sans volontarisme, sans leçon de morale, la plus progressiste soit-elle, assénée aux spectateurs, Kotchess préfère, par nuances successives, suggérer comment la discrimination raciale s'arti-

cule sur la lutte de classes, en quoi elle s'y différencie. Le jeune Blanc manifeste quelque velléité pour essayer d'échapper à l'inexorable glissement dans le goulot d'étranglement que constitue pour lui la classe bourgeoise auquel ses origines et ses activités dans la publicité le prédestinent. Pour le Noir, il s'agit de fuir le mépris que suscite la couleur de sa peau dans une illusoire intégration à la classe correspondante à sa profession d'avocat. Peu de metteurs en scène, excepté peut-être Otto Preminger avaient pu ou voulu aborder un tel problème avec courage et franchise. De toute façon, le réalisateur nous prévient... Pour lutter contre cette manifestation particulièrement ignoble des rapports sociaux-bourgeois, les bons sentiments ne suffisent pas. Pis encore, ils ne font souvent qu'alimenter les prétextes hypocrites que l'on

sert comme justification de cette dégradation de l'homme par l'homme. Aussi, c'est avec pudeur et réserve que Kotchess soulève cette épineuse question du racisme qui, semble-t-il insinuer, ne disparaîtra pas de simple déclaration de bonne foi. Où perce souvent le paternalisme. Et cela, même à partir du moment où son fondement économique aura été mis à bas par la société socialiste, tant les blessures provoquées par une mise en condition et un comportement qui ne date pas d'hier sont vives.

Mais Kotchess sait épargner « la dépense occasionnée par la plainte ou la douleur » devant un constat si pessimiste. Les précautions qu'il a prises pour aborder le sujet ne font qu'aiguïser son arme favorite : l'humour. C'est, pour lui, une manière distante, mais encore plus efficace, d'affirmer les responsabilités de la bourgeoisie qui plonge les êtres dans un bouillon de culture où le virus du racisme contamine tout ce qu'il touche. Le détachement de Kotchess n'est qu'apparence, car lié à un humour qui engendre la réflexion, il est une forme supérieure de contestation.

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie - T.S. - 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

BULLETIN D'INFORMATION



Mensuel du Parti Socialiste Unifié

N° 1 — Décembre 1970 — Prix 2 F

— Rédaction : 81, rue Mademoiselle - Paris-15^e —

Administration : 54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e —

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :

Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
27 000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

ÊTES-VOUS FIANCÉE A
UN MARIN GREC OU A
UN PILOTE DE LIGNE ?

Ce que peuvent les travailleurs

Abraham Behar

Malgré un délai de préparation trop court; malgré les difficultés considérables causées par la faiblesse des moyens d'information du parti; malgré les obstacles de toutes sortes, du Nord au Sud de la France, les assemblées régionales ouvriers-paysans ont rempli le mandat qui leur était assigné.

Des ouvrières du textile du Nord aux métallurgistes de l'automobile de Sochaux; des mineurs de Lorraine aux pétroliers d'Aquitaine; des ouvriers agricoles du Centre aux paysans prolétariés de Bretagne, un millier de délégués, répartis en quatorze assemblées ont mis en commun leurs espoirs et leurs exigences.

Ces assemblées, c'était un concentré de toutes les oppressions, de toutes les répressions, patronales ou autres, du chômage comme des cadences impossibles, mais c'était aussi un écho puissant et précis de toutes les luttes que mène le prolétariat industriel et agricole, aujourd'hui et ici.

Nous avons à en faire le bilan sans complaisance, et avec le souci de dire la vérité au parti tout entier et aux masses.

Au passif, la faible proportion de délégués non-membres du parti. Sur ce point, l'objectif fixé n'a pas été atteint. Si les collectifs de discussion à la base ont été souvent très larges, dépassant largement les militants du groupe d'entreprise ou du groupe agricole, la timidité dans la représentation aux assemblées des travailleurs non-adhérents, mais actifs dans le combat, est incontestablement un échec relatif; au passif aussi, l'inégale compréhension des buts de ces assem-

blées, beaucoup de camarades n'ont pas compris qu'ils pouvaient et devaient tout dire, et décider de l'essentiel.

A l'actif, le sérieux et la qualité de beaucoup de contributions écrites au programme d'action. Surtout une remarquable avancée dans la compréhension des problèmes et des luttes paysannes avec un progrès étonnant de l'unité de vue entre militants ouvriers et paysans.

Toutes les assemblées ont longuement discuté du programme agricole, secteur entreprises et agricole confondus, comme des luttes sur la production industrielle.

Enfin, ces assemblées, si elles ont dans l'ensemble confirmé l'axe de luttes du contrôle ouvrier, et la nécessité de créer le parti révolutionnaire dans et par les masses, elles ont aussi constaté le développement de la démocratie prolétarienne dans les usines, prolongée par la démocratie directe dans les campagnes et les quartiers.

Des assemblées du personnel aux comités de base, des conseils d'usagers aux comités de paysans en lutte, un mouvement, encore modeste face aux tâches à accomplir, est en train de naître regroupant syndiqués et non-syndiqués.

C'est un mouvement, car il n'a ni structure ni contour précis, et il est politique et de masse, car il s'appuie sur des décisions collectives s'attaquant directement au pouvoir patronal et à l'Etat. De plus en plus les formes de luttes sortent de l'institution en refusant le légalisme.

Maintenant, après la synthèse faite par les deux secteurs entreprises et agricole, et pris en charge par la D.P.N. avec la présence des délégués élus des assemblées régionales, c'est au parti tout entier qu'il appartient de trancher.

Camarades des sections locales, parfois un peu amers devant cette priorité absolue donnée aux prolétaires engagés dans les luttes sur la production, vous aurez à juger le travail tel qu'il est, pas très littéraire il faut bien le dire et plutôt rude dans les propositions. Vous aurez aussi à juger en fonction d'une pratique cohérente avec notre orientation, et aussi à comprendre que les assemblées répondent *en actes* à notre décision unanime de « donner en tout le pouvoir à la classe ouvrière ».

Le Conseil national sera le test décisif en la matière — où cette pratique et les propositions des assemblées sont appréciées, comprises, discutées sérieusement par une large majorité, et dans le cas une étape importante dans la transformation, dans la prolétarianisation du parti sera franchie, ou au contraire un désaccord massif surgit, et il faudra alors nous demander ce que cela veut dire de voter dans l'enthousiasme la priorité aux entreprises, et le développement primordial de l'unité ouvrier-paysan.

L'enjeu est donc considérable, et chaque militant du parti le tient dans ses mains.

Un Conseil national pas comme les autres, fait sous la surveillance des masses et pour elles.

Ce que l'expérience enseigne

Pierre Gautier

A la fin de la semaine dernière se sont tenues de nouvelles assemblées ouvrières et paysannes, dans le Sud-Est, en Loire-Atlantique, dans le Puy-de-Dôme, en Lorraine et dans le Rhône. Comme celles qui les avaient précédées, elles ont travaillé d'arrache-pied pour aborder tous les problèmes posés par l'élaboration d'un programme d'action. Dans l'assemblée du Rhône par exemple on a étudié aussi bien les luttes dans l'industrie et à la campagne que les questions de l'Etat, de l'idéologie, de l'enseignement.

Sans tomber dans une démagogie ouvriériste facile, il est évident que pour la discussion de l'ensemble du parti (et même pour les discussions de toute l'extrême-gauche révolutionnaire) les points de vue exprimés (par les assemblées) sur ces thèmes importants seront d'un intérêt particulier, parce qu'ils sont nés d'expériences concrètes. L'idéologie dominante prend un tout autre visage quand on la saisit d'un point de vue prolétarien, c'est-à-dire comme l'ensemble des obstacles intellectuels et culturels qui empêchent les travailleurs de comprendre ce qui les opprime et pas seulement comme un système abstrait

vu par un observateur un peu détaché. Le patron présente l'entreprise comme une famille ou une communauté et c'est à travers la lutte contre les cadences ou les systèmes arbitraires de primes, de boni que les ouvriers ou les ouvrières découvrent tout ce que cette « communauté » a de frelaté, de contraignant et d'inhumain même lorsqu'elle se pare de couleurs aimables (« paternalisme »; « relations humaines », etc.).

Les assemblées ont également permis de mieux cerner les difficultés qui assaillent certaines catégories de travailleurs, entre autres les travailleurs immigrés. Dans l'assemblée du Sud-est un travailleur algérien a lui-même mis en lumière les conditions politiques d'un travail fécond dans ce secteur du prolétariat (et non du sous-prolétariat comme on le dit trop souvent). Les travailleurs immigrés doivent s'organiser sur leurs propres bases, ce qui veut dire que dans le mouvement ouvrier on doit respecter leurs particularités nationales, leur mode de vie. Pour les militants politiques français il ne s'agit donc pas de faire de l'apostolat; l'action dans les bidonvilles ou pour l'alphabétisation doit être repla-

cée dans une perspective politique qui doit être celle de la jonction des travailleurs immigrés et des travailleurs français. Quand les travailleurs immigrés peuvent vivre dans des conditions un peu plus décentes, quand ils peuvent plus facilement se repérer dans l'entourage français, ils s'intègrent plus directement au combat général de la classe ouvrière. De ce point de vue toute action qui renforce un secteur de lutte, où les travailleurs sont particulièrement exploités, renforce l'ensemble du dispositif de la classe ouvrière.

Les assemblées, et ce sera la dernière remarque, ont prouvé que le travail commun entre ouvriers et paysans était non seulement possible, mais qu'on pouvait jouer sur des affinités très grandes entre les paysans prolétariés et les ouvriers, à partir du moment où les premiers prennent l'habitude de la lutte organisée et brisent leur isolement. Les véritables adversaires sont communs, et la découverte de la solidarité se fait très vite quand une bataille même modeste a pu être menée en dépassant les préjugés entretenus par l'ennemi de classe. □

Robespierre existe encore, je l'ai rencontré

Jacques Gallus

On est toujours le gauchiste de quelqu'un. Le gauchiste de Sanguinetti c'est Servan-Schreiber. Cette constatation situe assez clairement les personnages. L'autre semaine la presse et la radio étaient pleines des amabilités que nos deux grands hommes se prodiguaient. Ces procédés ne sont pas sans faire songer aux insultes que s'adressaient les antiques guerriers celtes avant d'en découdre...

La dernière grande représentation du cirque radical s'était à peine achevée que déjà J.J.-S.S. qui fut parfait dans son rôle de M. Loyal, malgré les écarts de quelques vieux chevaux, se voyait recouvert du fiel tricolore des U.D.R. de choc et autres C.D.R. La farce prenait toute son ampleur quand Sanguinetti, ce vieux patriote, menaçait le député de Nancy d'intenter contre lui une action pour « atteinte à la sûreté de l'État ». Servan-Schreiber devant la Cour de Sûreté, ce n'est certes pas cela qui nous amuserait le moins.

En attendant, le combat des chefs devait se dérouler sur le ring prêté par Europe N° 1. Il n'a pas eu lieu. La raison en est simple : ce que réclame J.J.-S.S., ce n'est pas la mort de l'État ni davantage son dépérissement, mais sa guérison. Et il a consciencieusement expliqué cela à son détracteur. Qu'on se rassure, le docteur Marcellin est déjà au chevet du malade et il possède des remèdes miracles. Alors, que signifie cette fausse querelle de jocrisses ? Qui sont ces faux ennemis tout prêts à s'entre-tuer dans la bataille électorale mais dont on sait bien qu'ils défendent, en définitive, les mêmes intérêts ? Pourquoi le chien de garde du capitalisme se met-il à aboyer si fort contre son dernier idéologue au point de faire croire qu'il va le mordre ?

Une nouvelle contradiction

Toute cette ridicule mascarade veut-elle simplement dire que Sanguinetti n'est pas sérieux ? Si ce n'est

que cela, on le savait déjà : et si le personnage n'était pas dangereux, on pourrait même en rire plus souvent. Mais il y a plus : la fausse querelle en question traduit un phénomène d'une importance certaine. En effet, l'opposition véhémente entre les régionalistes et les jacobins au sein du personnel politique de la bourgeoisie marque le surgissement d'une nouvelle contradiction pour le capitalisme français.

Il y a bien longtemps que les hommes politiques les plus lucides ont compris que le capitalisme français ne pouvait survivre que dans un cadre européen. Les économistes et les idéologues bourgeois les plus conséquents ont traduit cette nécessité par des propositions formulées dans le style libéral européen qui sied si bien à Giscard d'Estaing et que ne déteste pas Servan-Schreiber. La régionalisation est la conséquence logique de ces propositions car, dans cette perspective, l'État ne peut plus assurer avec la même efficacité, pour un pays de la taille de la France, la fonction de régulation de l'économie que lui a assignée le néo-capitalisme depuis la grande crise du laisser-faire des années trente. Un appareil d'État articulé sur de grandes régions s'intégrerait mieux dans un nouvel ensemble européen qui fournirait les grandes unités de production et les beaux marchés dont nous avons tout besoin. Les idées développées par J.J.-S.S. au congrès de la salle Wagram ne sont ainsi que l'expression de cette nécessité du capitalisme de sortir du cadre national étroit qui l'étouffe. Servan-Schreiber s'est fait par là même un bon défenseur de l'idée marxiste suivant laquelle l'État est entre autres une superstructure idéologique à la remorque des structures économiques ; peut-être serait-il étonné de l'apprendre ! Mais, puisqu'il s'agit précisément de sauver l'État capitaliste français de son inadéquation croissante aux nouveaux

besoins de l'économie bourgeoise, pourquoi Sanguinetti tremble-t-il ? Qu'est-ce donc que cette « lutte pour l'unité nationale » qu'il se prépare à livrer ? Pourquoi attaque-t-il les radicaux au nom même de Clemenceau ? Parce qu'il défend un visage de l'État différent de celui que J.J.-S.S. tente de remodeler.

Sanguinetti n'est pas un économiste. Sa préoccupation majeure, c'est l'armée ; chez ses collègues parlementaires républicains indépendants, il a certainement plus de sympathie pour Marcellin que pour Giscard. Si Sanguinetti parle le langage du jacobinisme c'est que, pour lui, l'État consiste d'abord en l'appareil de répression qui maintient l'unité sociale avant d'être l'instrument de régulation économique. Ce qu'il redoute bien plus que l'ancien directeur de « l'Express », c'est ce qu'il appelle la subversion. Il n'entend pas qu'on ampute l'appareil répressif sous prétexte qu'il faut réadapter l'appareil économique ; car le danger est là ; il menace dans les usines et dans les universités. On n'a pas fini d'avoir besoin de l'appareil répressif, le profit passera après. Il va falloir trouver ce qu'il appelle les « indispensables limites de la régionalisation » pour ne pas ouvrir trop grandes les portes de la subversion comme risque de le faire, paraît-il, Servan-Schreiber.

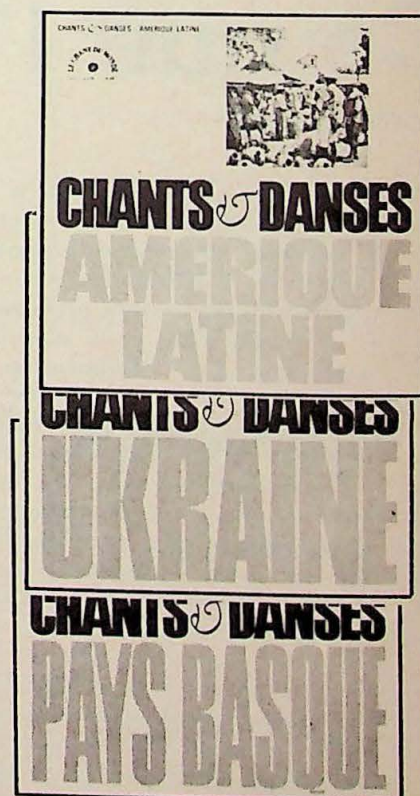
Une doctrine de la patrie en danger

Sanguinetti n'est pas du genre affable et bienveillant ; c'est un homme de combat. L'image de l'État, mère généreuse dispensatrice des mannes du profit et de la consommation, ne l'intéresse guère ; l'image à laquelle il est attaché est celle de l'État-pouvoir, de l'État-père, qui dispose de la puissance. Ainsi, le danger que Sanguinetti voit venir avec Servan-Schreiber, c'est celui de la castration de l'État.

Il faut rappeler à cet égard que le jacobinisme cher à Sanguinetti n'est pas né avec le club du même nom. Il est né avec la guerre ; c'est une doctrine de la patrie en danger et du salut public. Ce qui est en danger aujourd'hui, c'est l'État bourgeois aux prises avec les luttes des travailleurs. C'est à cette menace-là que pense d'abord Sanguinetti.

Combien faudra-t-il encore de fausses querelles à l'intérieur de la bourgeoisie française pour trouver la « juste » mesure qu'imposent la double nécessité de l'évolution économique du capitalisme d'une part et de la menace constituée par la montée des luttes sociales de l'autre ? □

Songez à offrir...



... des disques

Un marxisme d'occasion

Gilbert Hercet

Il n'existe pas beaucoup de conventionnels heureux. C'est la première leçon des Assises nationales que la C.I.R. réunissait à Suresnes le week-end dernier. Les débats ne furent pas, en effet, empreints d'un joyeux optimisme. Suivant les propositions de Mitterrand, Estier et Joxe, la Convention a décidé, à une forte majorité, de se fondre dans le parti socialiste (qui du coup, si l'on comprend bien, deviendra une organisation nouvelle...). Mais les réticences devant cette opération tinrent un temps beaucoup plus important dans les interventions des orateurs que la nécessité de la faire. En substance, Mitterrand a en effet déclaré : c'est vrai que les socialistes ne sont guère reluisants, c'est vrai que nous ne sommes pas nombreux, c'est vrai que tout cela peut s'enliser ; cela dit, il n'y a pas autre chose à faire, il faut tenter le pari.

Sur le front du frontisme

La stratégie sur laquelle se fondent Mitterrand et la grande majorité des conventionnels apparaît inchangée. C'est l'hypothèse frontiste traditionnelle. Il faut, pensent-ils, constituer, à côté du P.C., pour s'allier avec lui, une grande force socialiste équilibrant en nombre les forces communistes. Mais, dira-t-on, pourquoi les conventionnels n'ont-ils pas, dès l'année dernière, tiré les conclusions de ce raisonnement ? Personne à vrai dire ne l'a clairement expliqué. Il semble que la raison essentielle réside dans l'échec de la C.I.R. depuis 1968 — Gisèle Halimi n'a pas été contestée lorsqu'elle a évalué à 2.000 ou 2.500 le nombre total des conventionnels aujourd'hui — et dans l'échec du « tour de France » de Mitterrand à la base. C'est probablement ce que celui-ci voulait dire lorsqu'il constatait samedi à la tribune : « Les faits commandent », ajoutant drôlement — drôlerie sans doute involontaire : « Je ne suis pas un marxiste professionnel, je suis un marxiste d'occasion » ! C'est sans doute parce qu'il n'est qu'un marxiste d'occasion que le député de la Nièvre fait déboucher son analyse sur ce qu'il présente lui-même comme un pari. C'est sans doute aussi pour cela que, sans l'ombre d'une justification, il se jette sur des formules comme le « nouveau bloc historique » ou



« les deux impérialismes qui pèsent sur l'Europe », ou qu'il y va de son numéro d'ouvrier, s'écriant : « Notre action, certains disent qu'il faut la mener à la sortie des usines — Moi je dirai aussi dedans ! »

Tout cela ne semble pas extrêmement sérieux, et l'on comprendra qu'on puisse être sceptique en entendant François Mitterrand affirmer gravement : « Si le grand parti socialiste se contente d'être un parti électoral, je n'en veux pas. S'il est le retour aux sources, à une défense d'intérêts de classe, à une stratégie de rupture avec le capitalisme, alors il faut le faire ! »

A cela, Gisèle Halimi, qui défendait une politique dite de front socialiste, consistant à regrouper tout ce qu'il y a de plus petit dans la gauche intellectuelle pour construire une force plus petite encore que la C.I.R., avait beau jeu de répliquer : « Depuis quand l'addition d'un parti vieilli et divisé et d'une organisation faible donne-t-elle une organisation socialiste vivante ? Que pourrions-nous y faire ? Tout au plus, nous ferons un immobilisme à la Lanier par rapport à un socialisme à la Guy Mollet ? »

Et lorsque Mitterrand évoque : « les gens simples qui vous disent : Ah tiens ! depuis quinze jours on recommence à espérer ! », on comprend la réponse de Gisèle Halimi : « Croyez-vous que le congrès que vous ferez — sans nous — avec Mollet, Mauroy, Defferre, Lacoste, relancera dans ce pays la grande espérance socialiste ? »

Curieux quand même

On connaît le résultat du débat : 85 % environ des conventionnels ont décidé de fusionner avec le parti socialiste — rejoints au prix d'une pi-

rouette digne de la meilleure tradition par ceux qui, avec Charles Hernu, étaient au fond plus proches du parti radical. Cela ne veut pas dire que les 15 % restant — qui se recrutent essentiellement dans le Calvados, dans la Meuse, et dans la région parisienne — demeureraient tous à l'écart : certains se résigneront sans doute à faire l'expérience de la cohabitation avec Savary. Les autres s'interrogent, et hésitent à discuter avec le P.S.U., avec Jeanson, avec Martinet, avec la fédération de Paris du parti socialiste.

Les conventionnels chez les socialistes, voilà qui va sans doute simplifier les choses. Un communiste nous disait : « Maintenant dans les discussions pour les municipales, on pourra n'envoyer qu'une lettre au lieu de deux, ça économisera un timbre chaque fois ». Mais voilà qui représente, somme toute, une bizarrerie. C'est que, sur le plan notamment du recrutement sociologique, les conventionnels sont des néo-radicaux, et non pas des néo-socialistes. Regardons-les, dans cette salle de Suresnes : ce sont des avocats, des médecins, des fonctionnaires, des avocats encore, avec quelques pharmaciens, quelques journalistes et universitaires, et puis un zeste d'ouvriers. Ils sont attachés aux libertés, ils aiment la gauche, la République, ils adhèrent à une idée socialiste vague, généreuse et fraternelle, ils croient profondément à la démocratie parlementaire injustement baffouée par la V^e, au suffrage universel, à de belles campagnes électorales comme celle de François Mitterrand en 1965. « La Convention, a dit joliment Claude Estier, c'est un comportement. » Comme on disait autrefois du parti radical que c'était un état d'esprit.

On comprend dans ces conditions qu'un Claude Bessis, parlant contre la fusion avec les socialistes, ait sur-

tout dénoncé dans la Cité Malesherbes le fait qu'elle représente un parti, avec des sections, des fédérations, des structures malgré tout contraignantes. Les individualistes que sont les conventionnels peuvent mal se résoudre à cela.

Dans leur grande majorité, ils y ont pourtant consenti. Faut-il qu'ils soient pessimistes et désenchantés... Reste à régler, pour eux, avec les socialistes, quelques petites questions touchant à l'intégration de conventionnels dans la hiérarchie socialiste « nouvelle », autrement dit à savoir quel est, au taux du jour, le prix de l'occasion marxiste. □

Songez à offrir...

CHANTS & DANSES

TCHÉCO-SLOVAQUIE

CHANTS & DANSES

YOUGOSLAVIE

CHANTS & DANSES

BRETAGNE

CHANTS & DANSES

CATALOGNE SARDANES

... des disques

Le retour du bâton

Christian Leucate

Après deux ans de coquetterie à l'égard des syndicats, traités en « interlocuteurs valables », quelque chose est en train de changer dans la tactique patronale. C'est une véritable sommation que le vice-président du C.N.P.F., M. Ceyrac, vient d'adresser aux centrales soudain accusées de ne savoir apprécier à leur juste prix les « efforts du patronat à l'égard des travailleurs » et de pratiquer une « surenchère » condamnable.

Au constat des avantages octroyés depuis 1968, dressé par M. Ceyrac, on pourrait opposer celui directement vécu par les travailleurs. Pourquoi des hausses de salaires aussi élevées, puisqu'en définitive, le pouvoir d'achat par tête n'aura progressé ces deux dernières années que de quelque 3,3 % par an ? A quoi bon des réductions de la durée du travail si c'est pour supporter, par l'intensification des cadences, les gains substantiels de productivité réalisés dans l'industrie ? Qui bénéficie le plus de l'accord sur la formation professionnelle, le patronat qui satisfera à peu de frais ses besoins en personnel qualifié ou les milliers de travailleurs, de jeunes, de femmes, qui, rejetés de l'appareil de production (un million de licenciements par an) sont condamnés à s'installer dans le chômage (130.000 chômeurs de « longue durée »).

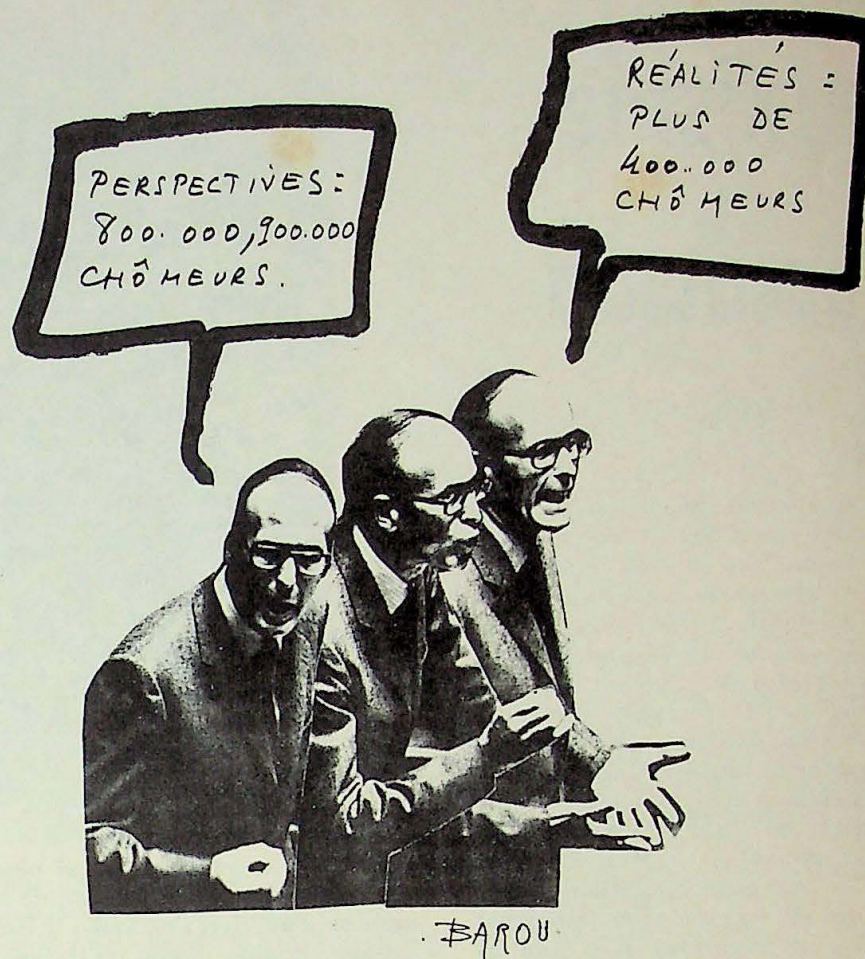
Des efforts pour le profit

Cependant si depuis Grenelle, la balance a fortement penché au profit du patronat, cela n'exclut pas pour lui les sujets de préoccupation. L'offensive lancée il y a plus d'un an avec les contrats d'entreprises a pu effectivement semer le désarroi au sein du mouvement syndical, qui partagé entre les tentations de l'« économie concertée » et la pression revendicative à la base, s'est révélé incapable de définir une riposte cohérente. Mais à l'inverse, la po-

litique contractuelle n'a pas été en mesure d'imposer la paix salariale : au cours de ses premiers mois d'application la montée de la combativité ouvrière à la fin de 1969 a conduit à des hausses nominales de salaires très élevées (10 % par an). Certes le capitalisme industriel a pu défendre son taux de profit par la double pression de l'inflation et des gains de productivité. Mais cette politique discrètement encouragée par le gouvernement depuis la dévaluation, ne peut être poursuivie durablement sans menacer l'expansion internationale du capitalisme français.

L'expansion par l'inflation

L'inflation s'est imposée depuis 1968 comme la riposte de toutes les grandes économies capitalistes à la montée des luttes ouvrières. 1970, les hausses de prix sont de 6 % en moyenne pour les pays de l'O.C.D.E., le double de celles observées dans la période 1960-1965. Dans tous les pays, les mécanismes de police salariale ne peuvent plus contenir la poussée revendicative. L'Italie, au sortir du « mai rampant » connaît des hausses salariales de 21 %. En Allemagne, les grèves sauvages de l'automne 1969 conduisent pour la première fois à une augmentation de 12 %. Aux Etats-Unis, les fortes tensions sur l'appareil de production liées à la poursuite de la guerre du Vietnam créent une situation propice à la montée des revendications salariales à partir de 1965 : 5 % d'augmentation moyenne de 1965 à 1970 pour 2,9 % de 1960 à 1965. Face à cette offensive, entreprises et Etats capitalistes se sont accordés pour défendre le taux de profit par l'inflation. L'idéologie de « l'expansion dans l'équilibre » ne recouvre plus que la recherche empirique par chaque pays du point d'équilibre permettant la plus forte inflation interne au moindre coût sur le marché impérialiste.



De ce point de vue, l'inflation mondiale a été un élément éminemment propice à la restauration du capitalisme français après 1968. Avec des hausses annuelles de prix de l'ordre de 7 % en 1969 et 1970, celui-ci a pu dans le même temps rétablir sa capacité d'accumulation et l'équilibre de ses échanges extérieurs. Mais ce « redressement » a fortement pesé sur l'évolution de rapports de classe : dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs, renforcement du capitalisme bancaire.

En outre, cette croissance inflationniste reste fragile. En cas de retournement de la conjoncture mondiale, le capitalisme français ne pourrait plus avec la même facilité annuler par l'inflation les effets salariaux de la lutte de classe. Consciente des risques politiques de la poursuite d'une inflation généralisée, l'O.C.D.E., Internationale des industries capitalistes, incite ouvertement les gouvernements à casser, par le chômage, le cycle dans lequel le capitalisme mondial se trouve entraîné. « Jusqu'à ce que l'évolution des prix soit plus satisfaisante, il pourra se révéler nécessaire de laisser se former ou se maintenir un volant de ressources inutilisées plus important que ce qui était considéré comme normal ou acceptable dans le passé. » A cette fin, l'O.C.D.E. prône ouvertement la collaboration de classes : « Pour être efficace, une politique des prix et des revenus implique presque par définition que l'intérêt commun entre en ligne de compte dans les décisions individuelles relatives aux salaires et aux prix, ou, pour parler plus

net, que les employeurs et les syndicats prennent des décisions différentes de celles qu'ils prendraient s'ils étaient laissés à eux-mêmes. »

Le choix du chômage

Le cynisme de la recommandation n'égale sans doute que sa naïveté puisque l'évolution récente démontre que les économies capitalistes n'ont plus même le loisir d'arbitrer entre l'inflation et le chômage : la politique d'austérité budgétaire pratiquée depuis deux ans par les Etats-Unis a effectivement réussi à généraliser le sous-emploi de l'appareil productif et le chômage (5 % de la population active), mais en 1970, où l'économie n'enregistre aucune croissance, l'inflation s'est poursuivie au rythme de 5 %. Pour d'autres raisons, la France donne également l'exemple d'un capitalisme dominé dans le même temps par le chômage et l'inflation. Le patronat est cependant décidé à consolider les bases de l'accumulation capitaliste et de l'exploitation ouvrière. Si, comme à la veille de 1968, la conjoncture américaine ou allemande venait lui imposer une nouvelle discipline des prix, la défense du taux de profit passerait à nouveau par la compression salariale directe. Avec les déclarations de M. Ceyrac, cette stratégie commence à prendre la relève de celle pratiquée depuis 1969. Face à cette nouvelle offensive, un tournant est à prendre dans la montée des luttes ouvrières.

Strasbourg

Les travailleurs de la Cellulose qui s'étaient mis en grève à la suite du licenciement d'un délégué syndical, viennent de reprendre le travail. Le délégué est réintégré et un accord sur le droit syndical a été signé.

Vittel

L'inspection du travail des Vosges a refusé le licenciement d'un délégué C.F.D.T. de la société des eaux de Vittel. La direction l'accusait d'entrave à la liberté du travail et la diffusion de deux tracts. L'inspection du travail déclare que ces faits ne justifient pas le licenciement. Ce n'est pas nous qui dirons le contraire.



AFP

Sur le France

Après un mois de lock-out les marins du « France » ont accepté de reprendre la mer. Un accord d'entreprise, comportant de nombreuses clauses anti-grèves, a été signé.

Deux mois de conflit n'ont rien réglé et il faut s'attendre à ce que les marins décident d'ici peu d'arrêter une nouvelle fois le navire.

Grève au Muséum

Le 10 décembre dernier une grève a eu lieu au Muséum d'Histoire Naturelle (2 500 salariés). Ce conflit a pour origine les carences du gouvernement : manque de crédits et de personnel, mauvais état des locaux et entretien inexistant.

On peut se demander quelle importance peut avoir ce muséum : il a tout simplement pour mission de s'occuper des problèmes de l'environnement et de la protection de la nature. On comprend ainsi quelle peut-être la portée réelle des déclarations du pouvoir sur ces problèmes.

Institut d'urbanisme parisien

Les travailleurs de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (I.A.U.R.P.) ont repris le travail le 11 décembre après neuf jours de grève. Ils obtiennent une prime uniforme de 600 F et pour les salaires les plus faibles une augmentation de 7 à 11,5 % à partir du mois de janvier prochain.

Massey-Ferguson

A l'usine de Marquette-lez-Lille les horaires vont être réduits à 32 heures pour la majorité des ouvriers aux pièces et à 40 heures pour les professionnels. Certains travailleurs mensuels vont se retrouver horaires. Pour la majorité des ouvriers le revenu mensuel se situera autour de 600 F.

Kléber-Colombes

Après une longue lutte déclenchée le 27 octobre dernier les ouvriers de l'atelier « mélange » ont repris le travail. Ils obtiennent un certain nombre de primes substantielles. De plus ils ont forcé la direction à embaucher des remplaçants pour pouvoir leur permettre de prendre des temps de repos. Un exemple de contrôle ouvrier.

Manufrance

Dans le numéro 474 de « T.S. » nous avons annoncé que les travailleurs avaient obtenu les 40 heures. Exact, mais à quel prix ? Les salaires sont diminués et le temps du casse-croûte est supprimé. En définitive les seuls perdants sont les travailleurs, puisque la direction a tout arrangé pour que la production ne soit pas diminuée. La lutte continue chez Manufrance !

PTT

La direction des P.T.T. vient de trouver une nouvelle solution pour tenter d'augmenter ses profits. Elle envisage de dégager les préposés à la distribution pour déposer dans les boîtes aux lettres des imprimés sans adresse, c'est-à-dire du matériel publicitaire. L'opposition des préposés est unanime. Déjà dans l'Essonne ils ont décidé de refuser systématiquement ce genre de travaux.



Jura

85 % des travailleurs de l'usine Solvay à Tavaux ont refusé les propositions de la direction tendant à personnaliser les salaires. Pour bien montrer combien est grande leur détermination, les travailleurs se sont mis en grève.

Roubaix

Après dix grèves en deux mois un accord vient d'être réalisé chez les traminots de Roubaix. Les salaires sont augmentés, les heures des dimanches sont nettement plus payées. En outre des garanties contre les licenciements sont obtenues pour le moment où des agents seront supprimés en ce qui concerne les voitures.



Colombert

Marseille

Demi-échec pour la journée d'action organisée dans le bâtiment par les syndicats, en guise de riposte au refus de négociation du patronat. Des débrayages ont eu lieu dans 17 entreprises seulement alors que les syndicats voulaient des arrêts de 24 heures. Le Bâtiment demeure un terrain difficile.

Sur le front des luttes

Alskanor : à force de ténacité

Michel Camouis

Des salaires horaires de 3,70 à 3,80 F pour la majorité des ouvriers ; de nombreux ouvriers qualifiés considérés comme des O.S. et payés à ce titre : telle était la situation dont se sont lassés les 130 monteurs de maisons préfabriquées de l'usine **Alskanor** de Précigné, près de Sablé-sur-Sarthe.

En soutenant le mois dernier une grève de 15 jours, en déclenchant ainsi un vaste mouvement de solidarité, les travailleurs d'**Alskanor** ont donné tort à ceux qui jugeaient cela impossible dans une région comme celle de Sablé.

Une situation défavorable

Le moment en effet pouvait apparaître fort mal choisi : à Sablé, distante de 10 km, une usine venait de faire faillite, licenciant 33 personnes. Une fonderie avait réduit ses horaires à 34 heures. La laiterie **Bel** (650 personnes) connaît pour le moins une réduction d'activité saisonnière. Plus grave : la construction est en plein marasme et une entreprise du Mans a suspendu la fabrication et le montage

de maisons préfabriquées, licenciant les ouvriers de cette branche.

Dans toute la région, le syndicalisme est faible sauf à la laiterie **Bel**. La plupart des travailleurs sont paralysés par la crainte de la répression et de la solidarité patronale, ou résignés à devoir compenser des salaires médiocres par des activités complémentaires, agricoles notamment.

A Précigné toutefois il existe une tradition de lutte. Certains militants ont participé aux actions menées en 62-63, lors de licenciements massifs (800 à 900 personnes en deux ans sur les 1.200 que comptait l'usine d'armement et plastiques **Alsetex**, société-mère d'**Alskanor**).

Des résultats inespérés

Mais leur combativité serait restée sans effet sans la résolution et la ténacité de la quasi-totalité des grévistes. C'est ainsi qu'ils n'ont pas hésité à repousser plusieurs fois les médiocres propositions patronales des premiers jours :

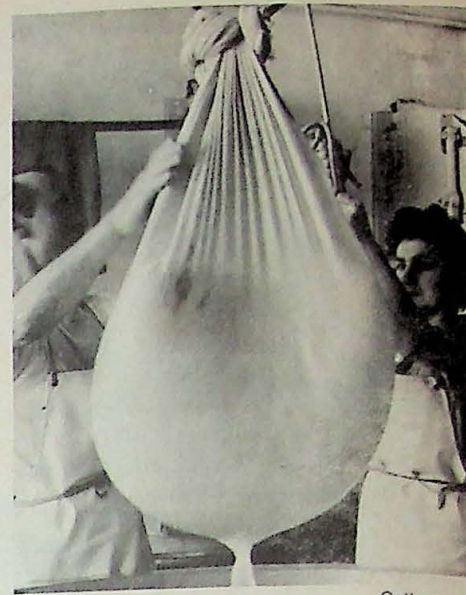
2,5 % d'augmentation au lieu des 10 % demandés, paiement d'une heure d'information syndicale, puis les 10 %, mais échelonnés jusqu'en novembre 71. Finalement après 15 jours de grève, ils arrachaient un étalement nettement moindre à un patronat très inquiet.

Pendant ce temps, des collectes étaient organisées après distribution de tracts dans les entreprises, les établissements scolaires et à la porte des églises par des ouvriers, enseignants et étudiants qui ont aussi rendu visite aux piquets de grève.

La région de Sablé n'avait jamais connu de telles manifestations de solidarité avec la participation d'enseignants S.N.E.S. et C.F.D.T. Les militants de la section P.S.U. de Sablé ont dégagé, dans un tract largement diffusé, les causes profondes de ce conflit et la nécessité des luttes pour donner aux travailleurs la propriété et la gestion des entreprises en imposant d'abord le contrôle sur les conditions de travail et de vie.

Les seuls à pouvoir s'inquiéter d'un tel mouvement sont les amis du député-maire de Sablé et ex-ministre Le Theule. Le mois dernier, celui-ci avait déjà vivement réagi à un tract dénonçant le silence de la municipalité à propos de la faillite d'une usine-pirate en déclin, attirée à Sablé à coups de primes.

La grève d'**Alskanor** démontrait ensuite bien plus amplement que même dans cette région l'exploitation et l'intimidation ne restent plus sans réponse.



Collombert

Les jeunes revendiquent

Plus de trente délégués des C.D.J.A. de la tendance « Richard-Cadiot » ont assisté aux débats parlementaires sur les projets de lois foncières.

Ils constatent que les actions syndicales foncières menées dans de nombreux départements (procès Gourmelon, Barbier en Meurthe-et-Moselle, actions contre les cumuls en Deux-Sèvres, Rhône-Alpes, etc.) ont obligé les pouvoirs publics à reprendre, mais en les caricaturant, certaines des revendications du syndicalisme.

Le contenu des projets, et le débat, ce jour, à l'Assemblée nationale l'a confirmé, démontre la volonté des pouvoirs publics et de la majorité :

- D'accélérer la concentration des structures foncières au bénéfice des plus forts et, du même coup, affaiblir la législation sur les baux ruraux (garantie de l'exploitant) ;

- De désamorcer la combativité des agriculteurs en opérant des simulacres de réformes.

Les baux à long terme

- Ne comportant aucune obligation pour le propriétaire, ils n'apportent aucune sécurité à l'exploitant car préalablement des baux de 18 ans pouvaient être conclus (excepté que le propriétaire ne bénéficiait pas d'exonérations fiscales) ;

- Par contre, cette loi sera un excellent moyen pour rehausser le prix des fermages avec répercussion sur les prix conclus dans le cadre des baux ordinaires.

— Combien y aura-t-il de bénéficiaires ?

Seuls, les propriétaires en décideront...

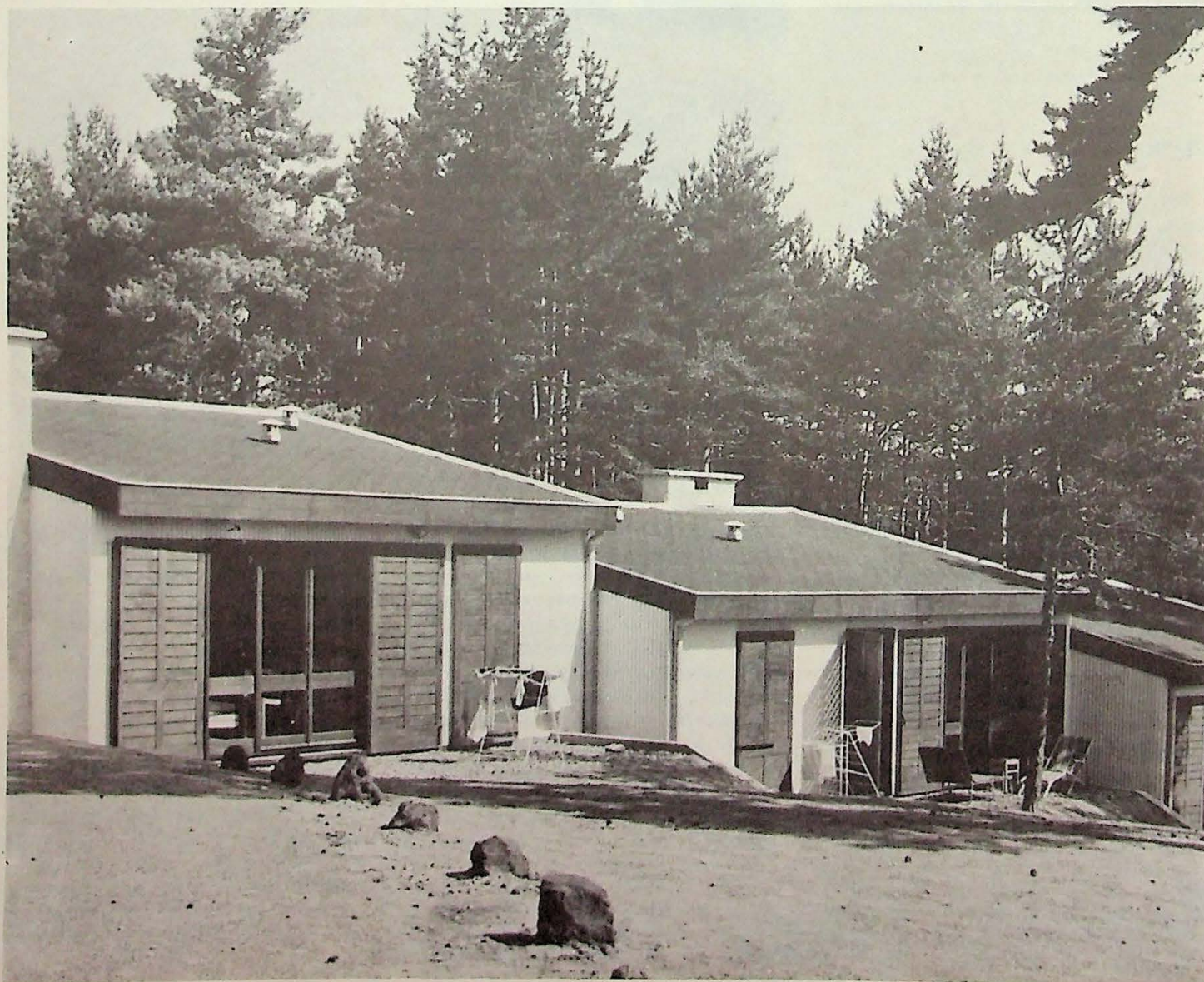
— Qui seront ces bénéficiaires ?

La non-limitation des taux de fermage conduira à une surenchère effrénée qui ne servira que les plus gros exploitants ou spéculateurs.

D'où une concentration accélérée des terres s'effectuant dans l'anarchie et au détriment de la majorité des agriculteurs.

Les G.F.A.

Donnant la possibilité aux propriétaires de constituer une société avec



Collombert



Collombert

agriculteurs

ses héritiers, elles permettront aux sociétés de déroger au statut des baux ruraux et à la législation sur les cumuls.

Exemple : plusieurs propriétés peuvent être regroupées et administrées par un gérant sans aucune garantie pour les exploitants. La possibilité de faire-valoir direct accordée aux G.F.A. est inadmissible...

Le statut social du gérant ou des travailleurs associés d'un G.F.A. est ignoré par la loi. Il se situera entre le métayer et le salarié. Position hybride qui permet tous les abus et qui n'assure aucune garantie par rapport au statut du fermage ou au droit du travail.

Les reports à la session d'avril des projets sur l'I.V.D. fermier et S.A.I.F. appellent plusieurs remarques :

- Les dernières propositions de la commission spéciale concernant l'I.V.D. sont inadmissibles car elles enlèvent toute possibilité de contrôle de répartition des terres que comporte actuellement l'I.V.D.

- Les S.A.I.F. établissent la domination des capitaux en agriculture et instituent la spéculation foncière.

Ce rejet des textes tels qu'ils sont ne signifie pas de notre part une hostilité au principe de baux à long terme, de propriété sociale ou à la nécessité d'une réforme du statut du fermage, mais nous refusons qu'il soit dénaturé au point de ne rien apporter concernant la sécurité des exploitants et le financement du foncier ; leur seul objectif étant de garantir le revenu du capital.

De plus, ils estompent l'une de nos revendications primordiales, soit le contrôle de la destination des terres.

Aussi, nous exigeons le contrôle de la destination des terres par un organisme professionnel en liaison étroite avec les commissions cantonales structures.

Cette revendication, qui demeure celle des agriculteurs engagés dans de nombreuses actions foncières, est beaucoup plus susceptible de leur accorder des garanties qu'une pléiade de textes inefficaces.



Collombert

Sollac : les ballons - sonde

Jacques Ferlus

Samedi dernier sur la grande place de Thionville, les travailleurs de La Sollac, à l'appel de la C.F.D.T. ont lâché dans les airs des ballons multicolores. Accrochées à ces ballons, les revendications de ces travailleurs, en particulier celles sur les salaires et les horaires de travail. On espère que ceux qui recueilleront ces messages n'hésiteront pas à les renvoyer à la direction de La Sollac.

Les travailleurs de Sollac se sont révélés comme les « champions » de la grève sauvage, pour avoir mené au printemps 69 une grève de plus de trois semaines, en pleine campagne pour l'élection présidentielle. Ils ont, à cette époque forcé Georges Pompidou à prendre des engagements sur la mensualisation. Depuis la direction voit du « gauchiste » partout et la répression policière s'est abattue sur l'usine. Tant et si bien que les travailleurs ne savent plus quel moyen utiliser pour se faire entendre. Ainsi s'explique « l'opération ballons ».

Le cas de Gérard Pendelliau

Gérard Pendelliau est employé à la Sollac sous le numéro 33 616. Il est jeune et militant donc « gauchiste » cela va de soi. Le 12 août dernier il recevait de la direction une lettre (N° 19193) ainsi rédigée : « Nous relevons que les deux derniers accidents ayant entraîné un arrêt de travail dont vous avez été victime les 29 avril 1969 et 3 août 1970 sont imputables à votre inattention. Il vous est donc adressé le présent avertissement avec inscription à votre dossier. » Ainsi donc on reçoit des blâmes pour avoir été victime d'un accident.

Les malheurs de Gérard Pendelliau ne font que commencer. Dans la nuit du 29 au 30 octobre un engin incendiaire est placé sous la voiture du chef d'équipe Zemke. Il ne fonctionne pas et est découvert le lendemain. Un « groupe Geismar » revendique cette action dirigée selon lui contre « le faux jeton Zemke ».

Le 4 novembre Gérard Pendelliau est en poste de nuit à la Sollac.

Il est arrêté, ainsi qu'un autre travailleur nommé Grosjean, par un

important commando de policiers en civil, qui a eu l'autorisation de pénétrer dans l'usine. Depuis cette date Pendelliau et Grosjean sont emprisonnés à Metz.

Les flics à l'usine

Le 13 novembre, à 9 heures du matin, huit policiers, toujours en civil, arrêtent deux autres travailleurs dans le même service : Tous-saint et Thomas. Ceux-ci sont gâchés à vue pendant 24 heures, frappés, menacés de licenciement et d'interdiction de séjour en Moselle, puis relâchés. Peut-être la police a-t-elle jugé que les deux otages du 4 novembre lui suffisaient ?

Depuis, des voitures de travailleurs ont été fouillées à l'entrée au travail par des « civils » inconnus du personnel de Sollac. Des perquisitions ont été opérées. Des ouvriers de l'aciérie ont été convoqués par la police judiciaire. Pourquoi eux plutôt que d'autres ? Des travailleurs de Sollac ont donné une explication : « Ceux qui auraient été pincés à lire des affichettes et des tracts placardés dans l'aciérie auraient été mouchardés. Mouchardés par qui ? Et soupçonnés de quoi ?

Les travailleurs, eux, disent : « Pas de flics à l'usine ! »

La lutte continue

Malgré ou à cause de cela, l'action ne se relâche pas chez les travailleurs. A l'usine de Florange les deux cents salariés des services de transport de l'atelier de laminage se sont mis en grève le 7 décembre dernier. Ils revendiquent une augmentation de salaires. En fait c'est une nouvelle opération de harcèlement d'une direction répressive à l'extrême.

Celle-ci vient en effet de prévenir les délégués syndicaux que si cette grève ne s'arrêtait pas elle décréterait le lock-out général.

On va peut-être vers un conflit aussi important que celui de 1969. Dans ces conditions le lancement des ballons de samedi dernier a été une manifestation des travailleurs tendant à assurer une « publicité » sur leur situation et à éveiller les consciences. Car si depuis 1969 leur lutte est exemplaire elle est aussi bien solitaire et cela n'est pas du fait de ceux qui la mènent.

Marseille, poubelle de l'Afrique

Les Marseillais, et plus particulièrement ceux qui habitent le quartier Sainte-Marguerite, ont pu prendre connaissance d'une affiche, en couleurs, très explicite.

Illustrée d'une photo du quartier Sainte-Barbe, dans lequel sont regroupés de nombreux immigrés, cette affiche porte le texte suivant :

Plus de 100 000 parasites.

Pour la sécurité de nos quartiers,

Pour la santé physique et morale de nos enfants,

Marseille ne doit plus être la poubelle de l'Afrique.

Ce texte a le mérite de ne pas être anonyme. Il est signé « Ordre nouveau ».

Question à M. le ministre de l'Intérieur : Proclamer le racisme d'une manière aussi ouverte ne mérite-t-il pas des sanctions sévères ?

A Lens (Pas de Calais)

Un tribunal populaire accuse de meurtre les maîtres de la mine

Gérard Lemahieu

Après la séance du tribunal populaire qui s'est tenue le samedi 12 décembre à la mairie de Lens (Pas-de-Calais), il ne faudra plus dire « la mine tue », mais « les maîtres de la mine assassinent ».

Organisé par le Secours Rouge et présidé par Jean-Paul Sartre, ce tribunal populaire a en effet condamné les houillères qui tuent par les accidents de travail et la silicose.

Pourquoi ce procès ? Le 4 février 1970, 16 mineurs sont tués à Fouquières-les-Lens par un coup de grisou. Le 17, des cocktails-Molotov sont jetés contre les grands bureaux des houillères à Hénin-Liétard. Peu de dégâts. La police arrête neuf militants maoïstes, en inculpe quatre et les traîne le lundi 14 décembre devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Impunité pour les crimes, répression pour la révolte.

Alors, le Secours Rouge invite les mineurs à juger leur patron et ses chiens de garde. A la manière du tribunal Russel qui a jugé les crimes de guerre américains au Vietnam, le tribunal populaire est appelé à juger si les mineurs qui meurent du coup de grisou ou de la silicose sont victimes de la fatalité, d'homicide par imprudence ou d'homicide intentionnel.

Certes, ce tribunal n'a pas l'ima-

Pour le rendement : 16 morts d'un coup

Parmi les 700 personnes qui composent l'assistance, les militants révolutionnaires ou sympathisants sont la majorité. « Nous aurions voulu organiser ce procès dimanche, explique Marcel Deboudt, responsable pour le Nord du Secours Rouge : les mineurs auraient été libres ». Mais la salle ne l'était pas.

Le procès commence. Rappelons les faits : Quelques jours avant l'explosion du 4 février, une teneur de plus de 3 % de grisou est détec-

tée dans une galerie en cul-de-sac. La direction fait remplacer l'aérateur de 10 CV par un de 20 CV. Six ouvriers font ce travail au moment de la relève des équipes. Comme aucun aérateur ne fonctionne, la teneur en grisou augmente. La nouvelle équipe se tient à l'entrée du traçage, prête à travailler dès la mise en marche du nouvel aérateur : il faut perdre le moins de temps possible pour la production. Coup de grisou. Le souffle de l'explosion tue 16 mineurs et en blesse grièvement 12 autres.

En l'absence d'un représentant des houillères, on lira le rapport officiel sur l'accident. Ce rapport s'attache essentiellement à rechercher la cause de l'étincelle qui a provoqué l'explosion. Il conclut ceci : un ouvrier a manœuvré le treuil d'un monorail destiné à trans-

porter le matériel. Un ancrage s'est arraché et une friction a pu provoquer l'étincelle !

Vient ensuite l'accusation. Deux ingénieurs vont tout d'abord se succéder. Le premier témoigne d'une action organisée la veille à l'Ecole des Mines, avec occupation des locaux et réunion d'information devant 500 étudiants. On leur enseigne que l'ingénieur est responsable de la production et de la sécurité. Mais pour la direction, seule la production compte : « on nous instruit pour faire de nous des chiens de garde ». Dans l'accident de Fouquières, il n'y a pas de circonstances exceptionnelles. Ce sont toujours les décisions que l'on prend en pareil cas.

Un autre ingénieur analyse les circonstances de l'explosion. La ventilation sert à éliminer le gri-



**LES MINEURS
ACCUSENT
LENS, 12 DECEMBRE
SILICOSES + ACCIDENTS = CRIMES**

so et à rendre la température supportable. Lorsqu'on arrête la ventilation, le grisou continue à s'accumuler. Au lieu de remplacer le ventilateur le dimanche, on le fait à l'inter-poste : à un moment où beaucoup de personnel circule dans les galeries. Les 6 mineurs qui remplacent le ventilateur, il faut bien qu'ils soient là. Mais les autres ? Deux solutions seraient possibles : leur donner du travail sur un chantier de réserve (mais un chantier de réserve, c'est du matériel sous-utilisé, qui ne rapporte pas assez) ou les faire attendre au puits (deux heures perdues pour 10 personnes, ce n'est pas la mort). On a donc laissé des mineurs dans une zone dangereuse pour ne pas perdre une minute. A peine le nouveau ventilateur est-il en route, que déjà, selon la direction, un mineur met le monorail en marche. Cela encore, pour ne pas perdre une minute. Le rapport des houillères ne donne donc pas la vraie cause de la mort des 16 mineurs : la course au rendement.

Si le monorail était en route, s'écrie un mineur, les houillères n'ont pas seulement assassiné les ouvriers qui attendaient à l'entrée de la galerie, mais aussi ceux qui montaient le ventilateur !

C'est que le monorail ne devait pas fonctionner si vite. Mais a-t-il seulement fonctionné ? Un rescapé le conteste : le treuil, ça fait du bruit, et il n'a rien entendu. Dans ce cas, les houillères ne veulent-elles pas rejeter la responsabilité sur un porion mort ?

En tout état de cause, ceux qui remplaçaient le ventilateur sont aussi victimes des houillères : un ventilateur de secours aurait dû fonctionner, et il devrait y avoir des télégrisoumètres en permanence.

Silicose : 900 morts par an

Après les accidents, la silicose. Cette maladie des poumons « fait » trois Oradour-sur-Glane par an. Pourtant, il existe toute une infrastructure médicale. Les médecins qui vont se succéder vont dresser un réquisitoire terrible contre la médecine des houillères. Il s'agit d'un corps de médecins embauchés au même titre que les ingénieurs : ce sont des employés révocables. Ils font les visites d'embauche, soignent les blessés du travail et fixent les taux de silicose à la suite des visites périodiques. A ne pas confondre avec les médecins des caisses minières qui assurent le régime spécial de sécurité sociale et dispensent des soins gratuits moyennant une cotisation ouvrière plus forte qu'ailleurs. Le régime minier est un résultat de luttes récupéré par la bourgeoisie.

Maladie incurable, la silicose est la hantise du mineur. La surface interne du poumon se durcit. Les échanges gazeux ne se font plus. Puis le mal gagne. Le malade respire de plus en plus difficilement, s'affaiblit et se sent mourir petit à petit. A 50 ans, le silicosé



Jean SCHIAVO 28 ans



Dominique LACAZE 29 ans, 2 enfants.



Bernard VITTORI 23 ans, un enfant.

à une espérance de vie de 9 ans. Parfois, ça tourne en tuberculose. On devine le reste : souffrances, angoisses, parfois même suicides. 900 décès par an. 4.643 cas en 1968.

Tels sont du moins les chiffres officiels. Car les médecins des houillères sont payés pour sous-estimer le taux de silicose. Ce faisant, des médecins renvoient au fond des mineurs silicosés et les condamnent à mort.

Pourtant, tous les moyens efficaces de prévention existent. Ils se heurtent à la volonté de produire :

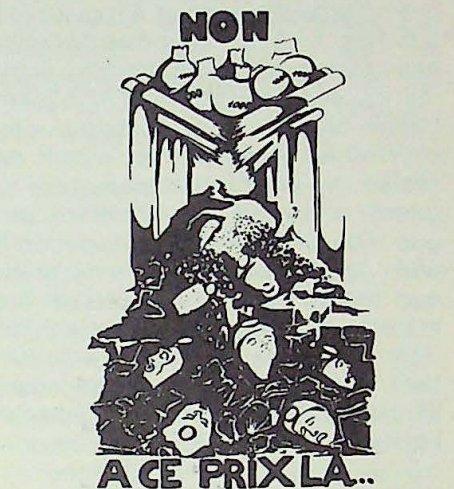
- l'arrosage du charbon ; mais pour le faire efficacement et ne pas travailler dans la poussière, il faut abaisser les cadences ;
- les nouveaux moyens de détection ; actuellement comme en 1945, on n'emploie que la radio pulmonaire ; mais il peut apparaître une petite anomalie alors que tout le poumon est atteint ; un autre test simple comme la spirométrie donnerait une idée plus juste de l'étendue du mal.

Payés pour envoyer des malades au travail

Aucune excuse donc. On peut alors évaluer la responsabilité des houillères et de leurs médecins. A défaut d'arroser correctement les tailles, les houillères se lavent les mains en donnant aux mineurs des masques avec lesquels il est impossible de travailler !

C'est ensuite un cri de révolte que va jeter un président d'A.P.F., ancien mineur, silicosé à 25 % et qui se présente comme « mort en sursis ». D'une voix hachée, il cite des cas :

- Un mineur est déclaré normal à la visite des houillères ; un médecin privé lui découvre 15 % de silicose.



— Un silicosé non reconnu est payé comme malade avec 15,50 F par jour ; on lui fait reprendre le travail pour lui reconnaître ensuite 66 % de silicose.

— On vous déclare tuberculeux ou asthmatique. Vous mourrez ensuite de silicose entre 30 et 50 ans.

— Un mineur en fin de carrière touche 1.000 F par mois. Son fils entre dans la gendarmerie et débute à 1.350 F.

— Un ingénieur qui empêchait ses mineurs d'arroser le charbon est président des médaillés et à décoré un silicosé sur son lit de mort.

Auparavant, on lut plusieurs témoignages envoyés par écrit, notamment le cas de ce mineur étranger, victime depuis 1962 d'un tassement de la colonne vertébrale, non reconnu pendant des années ; renvoyé de force au fond alors qu'il ne pouvait presque plus bouger ; visité à nouveau par un médecin des houillères qui lui prescrivit un arrêt de 8 jours et une visite chez un spécialiste, puis se ravisa et déchira la convocation ; reconnu par un médecin de la S.S., refusé par celui des houillères qui ordonna une nouvelle expertise ; licencié et n'ayant pour toute ressource que 15 kg de pain et 165 F ; renvoyé à la Charité à Lille où l'on jugea son état grave ; aujourd'hui paralysé et pensionné. « Les houillères, conclut-il, sont pires que le régime nazi ».

Après un film sur la vie quotidienne des femmes de mineurs, d'autres témoignages se succèdent. Si un homme meurt silicosé à moins de 65 %, sa veuve ne touche rien. Si elle veut contester le taux de silicose, elle doit demander une autopsie et y assister. Cette autopsie se fait parfois au cimetière, parfois à la chambre mortuaire. Le corps est ensuite remis tant bien que mal dans le cer-

cueil. Des femmes reculent devant cette épreuve (tous les moyens de pression sont bons), mais n'ont alors plus aucun recours. Les femmes et les jeunes filles des mines constituent une réserve de main-d'œuvre à bon marché pour les industriels du textile de Lille-Roubaix-Tourcoing. Leur vie : huit heures de travail, 2 h 30 ou plus de trajet, pour les emplois les moins payés.

"Homicide intentionnel"

Dans son réquisitoire, Jean-Paul Sartre a d'abord écarté l'hypothèse de la fatalité. Ces dernières années, le nombre des morts est allé croissant. Dans les mines, l'âge moyen est des plus bas. Le problème n'est pas que tel accident se passe à tel endroit et à tel moment, mais que des accidents se produisent et se produiront. Il ne s'agit pas d'une activité naturelle, mais d'une activité sociale exigée par la course au profit. Il y a surexploitation puisque la société ne veut même pas restaurer la force de travail.

Cette sentence de mort n'est pas abstraite. Elle est prononcée par la direction, les ingénieurs et les médecins.

On pourrait parler d'homicide par imprudence si les auteurs n'étaient pas au courant. Ce n'est pas le cas.

Un médecin qui donne un taux de silicose inférieur à la réalité commet un acte criminel et celui qui dit la vérité ne tient pas six mois : cela s'est vu.

Sartre a ensuite dénoncé la mystification des « campagnes de sécurité ». Il a fallu une grève pour supprimer un projet d'amende aux blessés ! Les mineurs ont toutes les consignes de sécurité. Mais les normes de production les empêchent de les appliquer. S'ils perdent les primes au rendement, ils ne leur reste qu'un salaire de base de 1.000 ou 1.200 F.

Entre la sécurité et le profit, il faut choisir car les moyens existent : arrosage, ventilateurs, télégrisoumètre, galeries larges, chantiers de réserve. L'Etat-patron, les ingénieurs et les médecins sont coupables d'homicide intentionnel car il fallait ces morts pour le rendement, ils étaient prévus dans le taux annuel.

Le verdict :

— L'Etat-patron est reconnu coupable de l'assassinat du 4 février 1970.

— Les cadres et les ingénieurs de la fosse 6 sont également coupables d'homicide intentionnel. C'est intentionnellement qu'ils choisissent le rendement plutôt que la sécurité.

En conséquence, nous réclamons la libération immédiate des accusés d'Hénin-Liétard.

Les ingénieurs, médecins et cadres ne sont plus censés ignorer le fait, clairement démontré par le tribunal populaire de la responsabilité intentionnelle de ceux qui favorisent le jeu de l'exploitation à quelque échelon qu'ils soient de la hiérarchie. □

Franco aux abois

Manuel Bridier

Une fois encore, comme il y a plus de trente ans, l'Espagne est aujourd'hui pour des millions et des millions d'hommes dans le monde une source d'espoir et d'inquiétude à la fois. En 1939, quand la République espagnole s'effondrait, victime de ses erreurs, de l'agression hitléro-fasciste et de la lâcheté des prétendues démocraties, c'était en réalité le premier tableau de la guerre mondiale, la première vague d'une marée qui allait, pendant plus de quatre ans, couvrir presque toute l'Europe. Aujourd'hui les mêmes noms de villes reviennent dans les journaux et la nouvelle bataille qui s'engage peut être aussi l'annonciatrice d'un tournant à l'échelle européenne.

Certes, la situation n'est pas entièrement nouvelle. L'union des nationalistes basques et catalans avec le mouvement ouvrier espagnol s'est déjà scellée dans la guerre civile de 1936. Mais la tradition s'en était perdue. Décimée par les massacres de l'après-guerre plus encore que par les combats, affaiblie par une émigration massive, la classe ouvrière et toutes les masses populaires de la péninsule ont été privées de leur avant-garde. Une nouvelle jeunesse a dû redécouvrir à travers son expérience, sans pratiquement aucune formation politique à son origine, les chemins de l'action et de l'organisation. C'est en pensant aux années sombres de 1940 à 1950 que l'on peut juger le progrès accompli, apprécier l'immense maturité politique dont témoignent les événements de ces derniers jours.

Les sentiers du combat

Certes, cette maturation ne s'est pas accomplie en un jour. Elle est le couronnement de luttes quotidiennes pendant des années, depuis la tentative avortée de constitution des maquis en 1945 jusqu'aux grèves les plus récentes. A travers cette lutte se sont développées des structures originales d'organisation, telles que les commissions ouvrières et les assemblées de travailleurs. A maintes reprises des manifestations ont eu lieu dans les centres urbains et industriels. Les manifestations de ces derniers jours, à Madrid et à Barcelone, mais aussi dans plusieurs centres de province, marquent cependant une étape nouvelle, non seulement par leur importance numérique mais aussi et surtout par leur combativité. Les manifestants ne se sont pas dispersés à l'arrivée de la police.

Des affrontements violents ont eu lieu. Des voitures de police ont été incendiées. Pour la première fois depuis si longtemps le chant de l'Internationale a retenti dans la rue.

Ce n'est pas non plus une chose entièrement nouvelle que des manifestations sur l'Espagne aient lieu en Europe et dans le monde entier. L'assassinat de Julian Grimau, il y a sept ans, avait déjà soulevé une immense vague d'indignation. Jamais cependant elles n'avaient re-

gne que les régimes européens d'il y a quinze ans. La communauté de lutte, l'interférence possible entre les combats est plus nettement perceptible.

La mascarade fasciste

En Espagne même, on peut d'abord se demander ce qui a conduit le gouvernement à commettre une erreur tactique de cette envergure. Franco ne s'est jamais embarrassé de légalité. Comme ses complices d'hier, Hitler et Mussolini, le nombre de ses assassinats ne se compte plus et il n'a pas souvent eu besoin de tribunaux pour les commettre.

Le procès de Burgos est à cet égard insolite. L'assassinat du policier Manzanos, moitié tortionnaire et moitié maquereau, comme dans tout le pays basque pour être le digne émule des cheffailons S.S., n'était déjà pas un très bon sujet. L'instruction et l'accusation n'ont cependant même pas réussi à démontrer la participation personnelle des prisonniers à cet attentat, considéré par beaucoup de patriotes ou de simples femmes du Biscaye, comme un acte de justice élémentaire. L'organisation nationaliste l'E.T.A. a revendiqué cette exécution. Les inculpés sont militants ou sympathisants de l'E.T.A. C'est à ce titre qu'ils risquent la mort ou des dizaines d'années de prison, non comme les auteurs directs d'une opération précise mais au nom d'une responsabilité collective par appartenance, c'est-à-dire comme de véritables otages.

Le procès de Burgos s'apparente donc à ce titre aux procès nazis sous l'occupation ou à la procédure expéditive de la Gestapo. Il a toutefois permis de mettre en lumière ce que l'on cache habituellement : la torture systématique, le chantage sur les témoins, le vide incroyable de l'acte d'accusation. Des images presque symboliques, véritables rappels de l'inquisition, en ont souligné l'horreur et la signification : le crucifix sur le tribunal, les prisonniers enchaînés et cette invention extraordinaire le coton dans les oreilles des prévenus pendant la lecture de l'accusation...

Les raisons qui ont amené le régime à monter cette mascarade plutôt qu'à tuer en silence sont certainement multiples. Elles tiennent à la fois à son pourrissement intérieur, à ses conflits internes et à la pression des luttes populaires en même temps qu'internationales.

COMMUNIQUÉ DU P.S.U.

Le procès de Burgos vient de se terminer sur un réquisitoire scandaleux. Six militants basques risquent d'ores et déjà la mort.

Il faut tout faire pour empêcher ce nouveau crime de Franco.

Le P.S.U. qui apporte son soutien à toutes les actions et manifestations qui se sont fixé ces objectifs tant en Espagne qu'en France, invite tous ses militants et sympathisants à participer aux côtés du Secours Rouge à la manifestation de ce soir, à 18 h 30, Rond-Point des Champs-Élysées.

● Le 10-12-1970.

vêtu cette ampleur. Jamais non plus elles ne s'étaient à ce point identifiées avec les luttes propres des divers pays. La manifestation de Milan, par exemple, qui a fait deux morts, exprime à la fois l'horreur du franquisme et la colère de l'avant-garde italienne contre son propre régime.

Pourquoi le procès de Burgos prend-il ainsi une importance plus grande que les événements antérieurs ? En Europe, c'est sans doute la conséquence d'un malaise économique et d'une évolution politique vers des méthodes plus ouvertement policières de gouvernement. Sans que l'on puisse encore parler de fascisation au sens historique, les systèmes capitalistes durcis de l'Europe occidentale en crise ressemblent plus à l'Espa-



Montserrat : Une vue des 300 personnes enfermées volontairement dans le monastère bénédictin pour protester contre le procès de Burgos.

Derrière le paravent

La société bourgeoise espagnole connaît aujourd'hui, avec la fameuse affaire Matesa, un scandale financier auprès duquel notre affaire Stavisky est un jeu d'enfant. De nombreux membres du gouvernement sont impliqués dans un énorme trafic de devises, avec faux et usage de faux, à leur profit personnel et au profit de l'organisation politico-religieuse « Opus Dei ». Chacun s'efforce aujourd'hui de se disculper, de faire porter à d'autres le chapeau.

Le procès de Burgos ne devait pas être public à l'origine, la loi espagnole permettant le huis clos pour tout procès où des prêtres sont impliqués. Les représentants de l'aile capitaliste européenne ont été sensibles aux pressions extérieures. Ils ont pensé qu'un procès public donnerait une image moins mauvaise de leur régime et générerait moins leur intégration souhaitée par les autres capitalistes européens à la C.E.E. En même temps, les équipes qui se préparent à remplacer Franco par une pseudo-monarchie qui pourrait devenir après-demain pseudo-constitutionnelle n'étaient pas mécontentes de se démarquer de la vieille garde franquiste. Les communiqués rageurs des anciens combattants de la guerre civile ou du front russe ne sont pas faits pour les ennuyer, bien au contraire.

Le feu à la mèche

Il y a pourtant une chose que les factions rivales du franquisme en faillite n'avaient pas prévu, c'est

la réaction des masses populaires — c'est-à-dire le plus important.

Une fois de plus les nécessités de l'horaire nous font écrire ces lignes alors que le monde entier attend le verdict, après l'interminable délibération du tribunal. Franco vient de suspendre pour six mois des libertés formelles déjà pratiquement inexistantes. La vieille garde espère profiter de la situation pour écraser la résistance après l'avoir laissé se démasquer. Comme ses rivaux et complices du clan moderniste elle ne s'est pas encore rendu compte qu'un phénomène irréversible est engagé.

Quelle que soit l'issue du procès les choses ne seront plus jamais comme avant en Espagne. De jeunes militants espagnols nous disaient il y a quelques jours « Les manifestations du procès de Burgos auront dans notre pays l'effet de Mai 68 en France. Elles ne déboucheront pas sur un succès politique immédiat mais elles constituent déjà une expérience après laquelle rien ne sera plus exactement ce qu'il était autrefois. »

Telle est en effet la véritable signification des événements actuels, pour l'Espagne et aussi pour le reste de l'Europe. Pas plus que les journées de Mai 68 ils n'annoncent une victoire facile ou prochaine mais ils sont un élément du processus révolutionnaire engagé à l'échelle de tout le capitalisme occidental. Parce qu'elle en est un des maillons faibles, l'Espagne peut être le détonateur de la révolution européenne. Ni la violence d'un fascisme aux abois, ni les tentatives de maquillage des modernistes ne pourront enrayer l'histoire. □

Paris à l'heure des Basques

Marc Heurgon

Un bon point : la promptitude avec laquelle les organisations syndicales et politiques de la gauche répondirent dès le 9 décembre à la suspension des « audiences » de Burgos et à la menace de mort qui pèse toujours sur les révolutionnaires basques.

L'appel à une manifestation de masse dès le lendemain au Rond-Point des Champs-Élysées était une réplique profondément juste. Mais comment ne pas remarquer en même temps, combien le sectarisme du P.C.F. et de ceux qui cautionnent ses pratiques était peu adapté aux circonstances et à la nécessaire union antifasciste. Jeter une fois de plus l'exclusive sur le **Secours Rouge** était tout bonnement ridicule. Tout le monde sait aujourd'hui à Paris, que la première manifestation de masse de soutien aux révolutionnaires basques a précisément été organisée à l'appel du Secours Rouge et qu'elle a rassemblé plus de 10.000 militants. Tout le monde sait aujourd'hui à Paris que jeudi dernier — le 10 décembre — dans ce grand cortège (30.000-50.000 personnes) qui scandait « Franco assassin », les mili-

tants révolutionnaires regroupés derrière la bannière du Secours Rouge étaient plus nombreux que ceux qu'avait pu rassembler le P.C.F. et ses filiales.

La réalité du rapport des forces la voilà démontrée sur le terrain.

Voilà pourquoi le P.S.U. n'a pas signé le communiqué commun du P.C.F. et des autres organisations : voilà pourquoi il a soutenu l'appel du Secours Rouge à la manifestation, en même temps que ses alliés de la Ligue Communiste et de Vive la Révolution. Il est désormais démontré qu'il n'y a pas à Paris de manifestation de masse qui prétende ignorer les groupes révolutionnaires.

Un mot encore — les organisations politiques et syndicales de gauche se sont mises d'accord pour demander à Pompidou d'intervenir auprès de Franco. Pour quiconque connaît les liens étroits du gouvernement français et du fascisme espagnol, cette démarche ne peut apparaître que comme une mascarade. De cela non plus le P.S.U. n'a pas voulu être complice.

Manifestation à Nice

Yvan Craipeau

Lundi 7 décembre avait lieu à Nice une manifestation dite « unitaire » en faveur des militants basques. Le P.S.U. qui en avait pris d'abord l'initiative n'avait pas pu signer l'appel, de même que l'U.N.E.F. et la Ligue des Droits de l'Homme. En effet P.C.F. et C.G.T. avaient jeté l'exclusive contre le Secours Rouge. Exclusive d'autant plus scandaleuse que ce dernier avait été seul jusqu'alors à mener des actions dans la rue et contre le combat d'Espagne.

L'assemblée générale du Secours Rouge avait décidé de participer à cette manifestation. En dépit de l'apparition des amis de la « Cause du Peuple » qui sabotèrent cette décision et appelèrent à ne

pas aller à la manifestation, environ 600 travailleurs et étudiants défilèrent sous la bannière et les drapeaux du Secours Rouge. Leur cortège était à peu près aussi important que celui de l'ensemble des organisations traditionnelles, pour la première fois à Nice, « Nice-Matin », lui-même dut en constater l'importance.

Le service d'ordre du P.C.F. s'efforça pourtant de l'empêcher de défiler. Il frappa de nombreux manifestants du Secours Rouge qui scandaient « Unité pour les Basques », ainsi que des responsables du P.S.U., de la Ligue des Droits de l'Homme et d'un syndicat paysan. Mais les militants du Secours Rouge refusèrent de tomber dans leurs provocations. □

Hussein nous honore de sa visite

Henry Rosengart

Le responsable direct des massacres de la population civile palestino-jordanienne en septembre dernier, un des agents les plus fidèles de l'impérialisme U.S. au Moyen-Orient, Hussein-le-boucher (comme le surnomment les Palestiniens) s'est arrêté pour quatre jours à Paris.

Après l'entrevue qu'il venait d'avoir avec son maître Nixon, cette visite à Pompidou est significative. Comme d'autres chefs d'Etats arabes éminents, Hussein est bien placé pour savoir que l'impérialisme français tient au Moyen-Orient une place non négligeable. Sa venue à Paris peut donc permettre à tous les anti-impérialistes conséquents de fournir à la révolution palestinienne un soutien **concrètement** politique. Montrer sa solidarité au combat anti-impérialiste du peuple palestinien, c'est dénoncer non seulement les U.S.A. et l'U.R.S.S. (dont Israël et les

Etats arabes de la région sont les instruments), mais également les ennemis secondaires des Palestiniens, et en particulier l'impérialisme français qui, rappelons-le, est **notre** principal ennemi et qui doit donc, à ce titre, être dénoncé par nous, militants français, en **priorité**. Notre soutien aux luttes anti-impérialistes dans le monde ne revêt en effet un sens politique concret (permettant d'élever le niveau de conscience politique) et authentiquement internationaliste que dans la mesure où il ne s'écarte pas de notre combat principal : la lutte contre le capitalisme français, contre l'impérialisme français. En désignant celui-ci comme ennemi commun du peuple français et du peuple palestinien, nous apportons à ce dernier le soutien politique le plus puissant qu'il puisse attendre de nous.

Il suffit d'ailleurs de lire « Le Monde » du 13-14 décembre pour

être édifié : « Les relations entre les deux pays (la France et la Jordanie) sont bonnes et elles se sont développées dans le domaine culturel **AU COURS DES DERNIERS MOIS**. Le français vient d'être introduit **DEPUIS LA RENTREE D'OCTOBRE** dans l'enseignement secondaire public, en application d'un accord signé l'an dernier. La France **A FAIT DON** à la télévision jordanienne d'importants lots de matériel, et **DES TECHNICIENS JORDANIENS SUIVENT DES STAGES DE PERFECTIONNEMENT A LA TELEVISION FRANÇAISE**. La direction de la télévision jordanienne envisage en outre de diffuser l'an prochain un journal télévisé en français » (! !)

Quant aux exportations françaises, ajoute « Le Monde » (automobiles, appareils électro-ménagers, matériel électrique) elles « **sont passées de 17 millions de francs pour les dix premiers mois de**

1969 à 27 millions de francs pour la période correspondante de cette année ».

Quant au « Monde » du 15-11, il précise en éditorial que la France « **était intervenue dans le sens de la modération** » (en septembre, donc dans le sens de « laisser écraser les Palestiniens »), « **notamment auprès de Damas et de Bagdad. La France considère que le royaume hachémite est seul détenteur de la légitimité en Jordanie.** »

Concluons en notant que les relations économiques et « culturelles » entre le régime hachémite et l'impérialisme français sont dérisoires comparées à celles que celui-ci entretient avec d'autres Etats arabes du Moyen-Orient (sans compter Israël, en dépit du prétendu « embargo »...), donc avec d'autres ennemis de la révolution palestinienne... □

Songez à offrir...

● Pour préparer ou retrouver vos vacances

CHANTS ET DANSES DE

- Provence, Languedoc, Auvergne, Corse, Alsace, Cantal...
- Grèce, Yougoslavie, Sardaigne, Maroc, Irlande...
- Indonésie, Philippines, Venezuela, Texas, Ukraine, Turquie, Amérique Latine, Afrique...

Chaque disque (Le Chant du Monde) 19,00 + le port

● A offrir à vos amis

LE CHANSONNIER INTERNATIONAL (traductions françaises avec chaque disque)

- Boulat OKUDJAVA, poète-compositeur soviétique, un Brassens d'U.R.S.S. (Le Chant du Monde) 21,80 + le port
- Daniel VIGLIETTI « Canciones para mi America » URUGUAY (Le Chant du Monde) 23,00 + le port

- Atahualpa YUPANQUI « Préguntitas sobre Dios » ARGENTINE (Le Chant du Monde) 23,00 + le port

- Judith REYES « Cronica mexicana » (Le Chant du Monde) 23,00 + le port

● et aussi

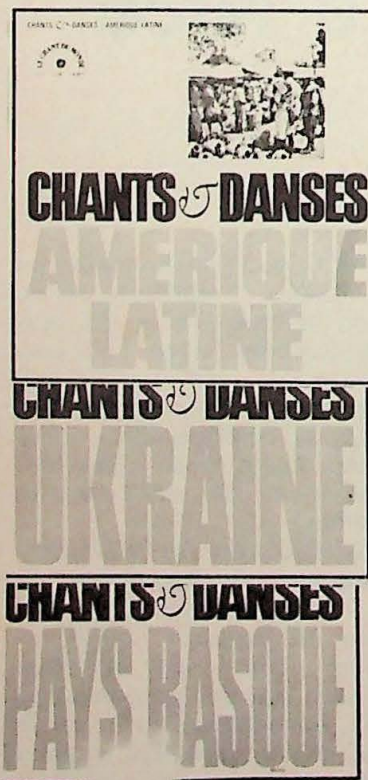
Dans la collection « Connaissance de la Pensée Universelle » : Mao-Tse-Toung (des extraits en français de la pensée du Président, accompagnés de chants révolutionnaires chinois, dont les thèmes illustrent cette pensée. 21,80 + le port.

- « Chants révolutionnaires du Monde » par le groupe « 17 » 23,00 + le port
- « Chansons pour le Vietnam » par Simone BARTHEL, un 45 tours 8,00 + le port

● Pour les enfants

« Pierre et le loup » PROKOFIEV (conte symphonique pour enfants) 21,80.

Commandez-les à
TRIBUNE SOCIALISTE
54, Bd Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. 58 26 65 PARIS.



...des disques

Solidarité avec les Palestiniens

La solidarité politique du P.S.U. avec le peuple palestinien n'est pas nouvelle et la résolution de la D.P.N. du 30 novembre 1969 avait précisé les positions de principe du parti, en application évidente de sa politique anti-impérialiste.

Mais les événements qui se déroulent en Jordanie depuis septembre dernier ont brutalement intensifié les activités des comités de soutien à la Palestine et concrétisé les intentions de certains mouvements révolutionnaires dont le P.S.U. C'est dans ces conditions que, quelques jours après le meeting du 21 septembre à la Mutualité, furent jetées les bases d'un bureau d'aide à la révolution palestinienne dont les orientations rappelées ci-contre ont reçu l'approbation des représentants de la résistance palestinienne et de plusieurs mouvements révolutionnaires.

Ce bureau comprend :

- Un secrétariat chargé de la coordination des activités, de la trésorerie, de la publication régulière d'un bulletin d'information comprenant les nouvelles de la révolution palestinienne fournies par le C.C.R.P. et les renseignements pratiques pour les militants des comités de soutien ;

- Un comité exécutif auquel sont invités à participer les mouvements et les groupes décidés à travailler sur la base de la Charte ;

- Un comité de patronage en voie de constitution.

Le P.S.U., par l'intermédiaire du Collectif Palestine et sous la responsabilité du Bureau national, participe à la création et à la formation du Bureau d'aide, parce qu'il répond précisément aux directives issues des dernières instances du parti, en particulier par le respect des impératifs suivants :

I. — Le Bureau soutient la Résistance palestinienne représentée actuellement par le Comité central de la révolution palestinienne, sans privilégier aucun des mouvements palestiniens qui y sont représentés ; il n'a pas, avec eux, les contacts directs, bilatéraux ou non, que peuvent établir des partis politiques. Cela signifie notamment que toute aide financière sera adressée au C.C.R.P. et qu'elle favorisera toutes les parties du C.C.R.P. sans exclusive.

II. — Le Bureau, par ses permanences, sa documentation, son matériel de propagande — affiches, tracts, journaux... — et ses correspondants, est destiné à faciliter les divers types d'action envisagés en France, en particulier par les comités de soutien, mais aussi par le P.S.U. et tous les autres groupes et mouvements révolutionnaires, qu'ils soient ou non membres du Comité exécutif du

B.A.R.P., à condition qu'ils en respectent la Charte.

Ainsi, il appartient au B.A.R.P. de préparer et de fournir le matériel de propagande, de mettre à la disposition des militants les orateurs des meetings, en un mot de répondre à tous les besoins qu'on pourrait appeler logistiques. Et il lui appartient d'être le point de convergences des secours de toute nature qu'exigent les circonstances de grande tension. Cela signifie que les responsabilités ne doivent pas être confondues avec celles d'un parti politique, d'un cartel d'organisations ou d'un centre de coordination des comités de soutien. Il ne peut se permettre, par son dessein même, d'être le carrefour où les courants révolutionnaires se croisent et se heurtent, il n'est pas le lieu des affrontements idéologiques nécessaires et inévitables. Faute de quoi son rôle d'assistance perdrait vite l'efficacité qui se justifie.

Il s'agit, maintenant, que les sections du parti se mettent au travail et que, dans chacune d'elles, si ce n'est déjà fait soit désigné le camarade chargé de correspondre avec le Bureau d'aide. Nous pouvons connaître à nouveau très vite ces moments dramatiques où

les préoccupations d'une résistance deviennent celles de tous. Mais l'expérience prouve que l'improvisation, en pareil

cas, est un grave handicap. C'est pourquoi il ne faut pas attendre pour procéder à trois séries d'actes :

Renseignements pratiques

B.A.R.P. : 25, rue de la Reynie, Paris 1^{er}.

Métro Chatelet.

Autobus 38, 75, 67.

Tél. : 508-53-97.

Permanence : du lundi au vendredi 13 h à 17 h.

En cas d'urgence tél. SUF. 06-70.

Correspondance : Pour le B.A.R.P., adresse ci-dessus.

Pour le P.S.U. : F. Della Sudda

Collectif Palestine

81, rue Mademoiselle.

Contribution financière : C.C.P. Paris 1296332, François della Sudda, avec mention au verso : pour le B.A.R.P.

Actuellement le B.A.R.P. tient à la disposition :

— une affiche reproduite ci-dessous, l'unité 1 F, séries pour collage 10 centimes pièce.

Prochainement un bulletin dont l'abonnement pourra être jumelé avec celui de Fedayin, tous les livres sur la Palestine.

PASSEZ COMMANDE DE L'AFFICHE CI-DESSOUS

au B.A.R.P., 25, rue de la Reynie, PARIS 1^{er}.

Tél. : 508-53-97.

1F l'unité, 10 centimes par commandes groupées.

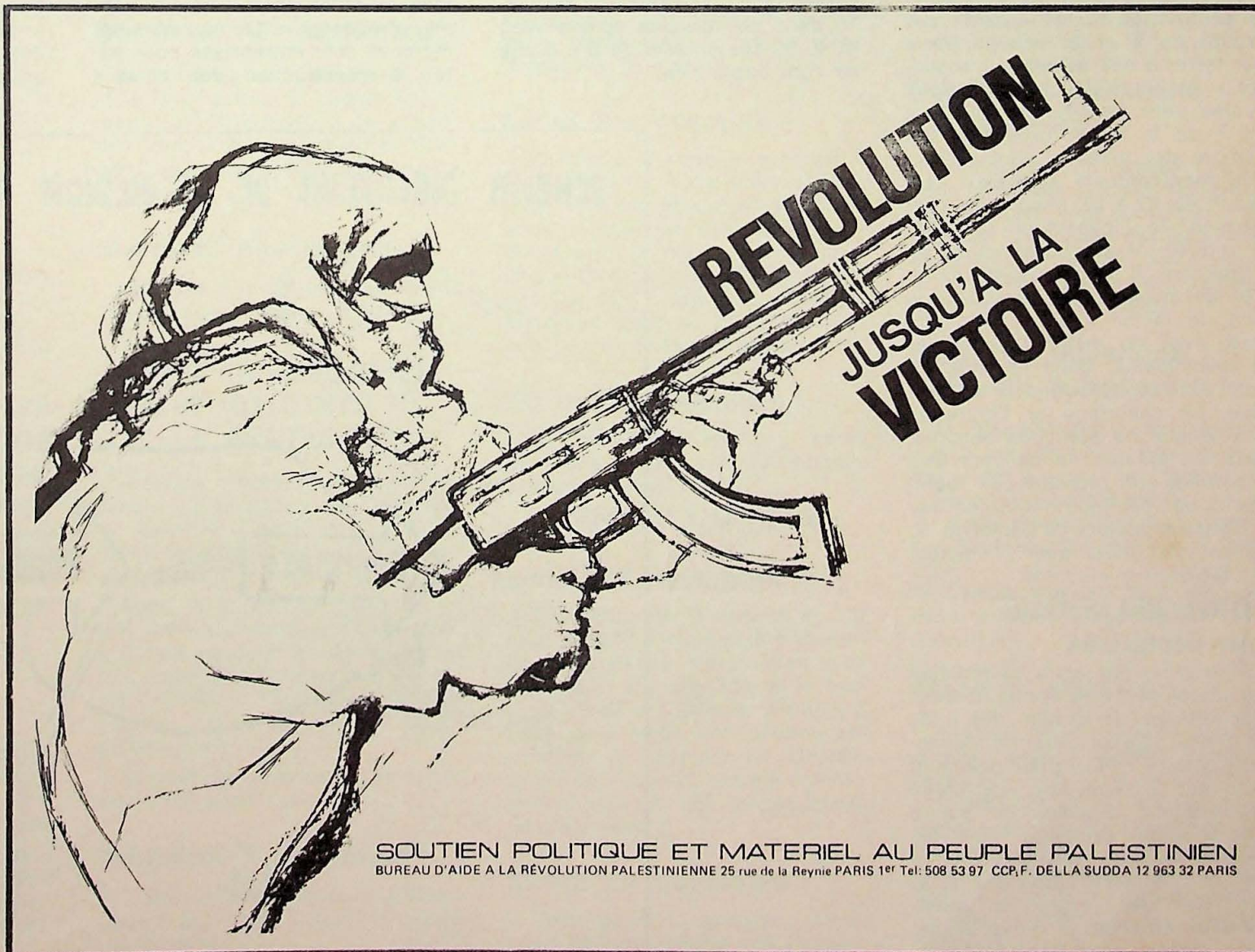
- Se faire connaître au Bureau d'aide, lui proposer l'aide de militants un peu disponibles, ceux de la région parisienne, pour aider le Bureau d'aide à s'organiser, ceux de province pour en constituer un relais capable de prolonger les actions menées sur la capitale, de préparer l'accueil de camarades palestiniens, d'organiser avec eux réunions et meetings.

- Verser régulièrement une contribution financière à la révolution palestinienne.

- Informer l'opinion par tous les moyens et formes d'action adéquats.

Il est entendu que, s'il le faut, des directives précises seraient envoyées aux responsables de tous les échelons du parti par le secrétaire aux questions internationales. Mais, dès maintenant, retenez que les initiatives prises par les sections du parti en tant que tel, ainsi que tout ce qui concerne le parti lui-même sur le problème palestinien, doivent être communiquées à l'adresse suivante qui annule l'ancienne :

François della Sudda
Collectif Palestine
81, rue Mademoiselle -
Paris (15^e)



Le ghetto de Gennevilliers

Gilbert Chantaire

1965, route principale à Gennevilliers : un immense terrain vague, peu d'accès, quelques usines, pas de centres commerciaux ni sociaux. La préfecture de la Seine décide de construire deux cités de transit sur ces terrains situés sous des lignes à haute tension ! La municipalité et le Comité d'action laïque tentent en vain de s'opposer à la construction de ce ghetto social. Les cités seront construites et ouvrent fin avril 1966 à la suite de l'incendie du bidonville de la Campa à La Courneuve. Y sont logés, uniquement des travailleurs immigrés et leur famille, en majorité des Nord-africains, des Espagnols, des Portugais.

La municipalité se trouve alors dans l'impossibilité pratique de scolariser ces enfants. Les classes de la commune sont surchargées et fort éloignées (plusieurs kilomètres) des cités. La préfecture ayant imposé aux familles ces cités situées hors de toute agglomération se doit d'assurer la scolarisation des enfants. Pourtant le 1^{er} mai 1966 pour l'ouverture des cités du Port, les enfants ne sont pas scolarisés. Un instituteur prend, deux heures par jour dans le centre social, les enfants par groupe de 30 et les occupe, assis par terre, à des activités « scolaires ». Au cours de l'été 1966, deux écoles sont construites au 51 et au 7 de la Route principale. Le nombre des classes, contre l'avis des représentants syndicaux, est réduit de 15 à 10. Malgré les promesses de l'inspecteur primaire, la rentrée ne peut s'effectuer en septembre. Il n'y a que des murs, pas de matériel ! La rentrée aura tout de même lieu un peu plus tard, avec du matériel prêté par la municipalité, dans l'attente de celui que doit fournir la préfecture. Le chauffage et l'entretien des locaux ne sont pas assurés, tous les enfants ne peuvent être scolarisés (on propose des roulements par demi-journées), les instituteurs emploient du papier qu'ils collent aux murs pour remplacer les tableaux manquants.

40 % des enfants non scolarisés

Une grève est alors déclenchée par les enseignants soutenus dans leur lutte par le Comité des cités de transit. La plate-forme de revendications est principalement axée sur le recyclage (recyclage des enfants capables de suivre une scolarité ordinaire dans les classes des communes avoisinantes) et la spécialisation des classes. Ces deux principes fondamentaux obtenus, la grève cesse. Deux classes primaires sont cons-

truites au 51 par la préfecture de la Seine et fonctionnent à la rentrée 67. En 68, la préfecture des Hauts-de-Seine prend la charge qui incombait précédemment à celle de la Seine, une troisième classe est construite en un mois. Au début de l'année 69, le budget départemental inclut les crédits nécessaires à la construction de 4 classes maternelles supplémentaires (2 au « 51 », 2 au « 7 »). Seules les deux classes prévues au 51 seront construites, avec des dépendances, ce qui empêche, faute de crédits, la construction des deux autres. Les conditions s'améliorent donc au 51 (beaucoup trop lentement) tandis qu'au 7 c'est la stagnation, et la scolarisation devient catastrophique par l'engorgement de cette dernière école. Par suite de ces nombreux retards et difficultés, la scolarité maternelle ne peut s'effectuer qu'à partir de 4 ou 5 ans ce qui est beaucoup trop tard et entraîne toute une série de conséquences dramatiques : effectifs pléthoriques en primaire, inefficacité de l'enseignement et impossibilité de recyclage. A l'école du 7 Route principale, la rentrée 70 est une catastrophe : 23 élèves au lieu de 15 dans ces classes spécialisées et 40 % des enfants de 5 à 6 ans ne sont pas admis.

Solidarité internationale

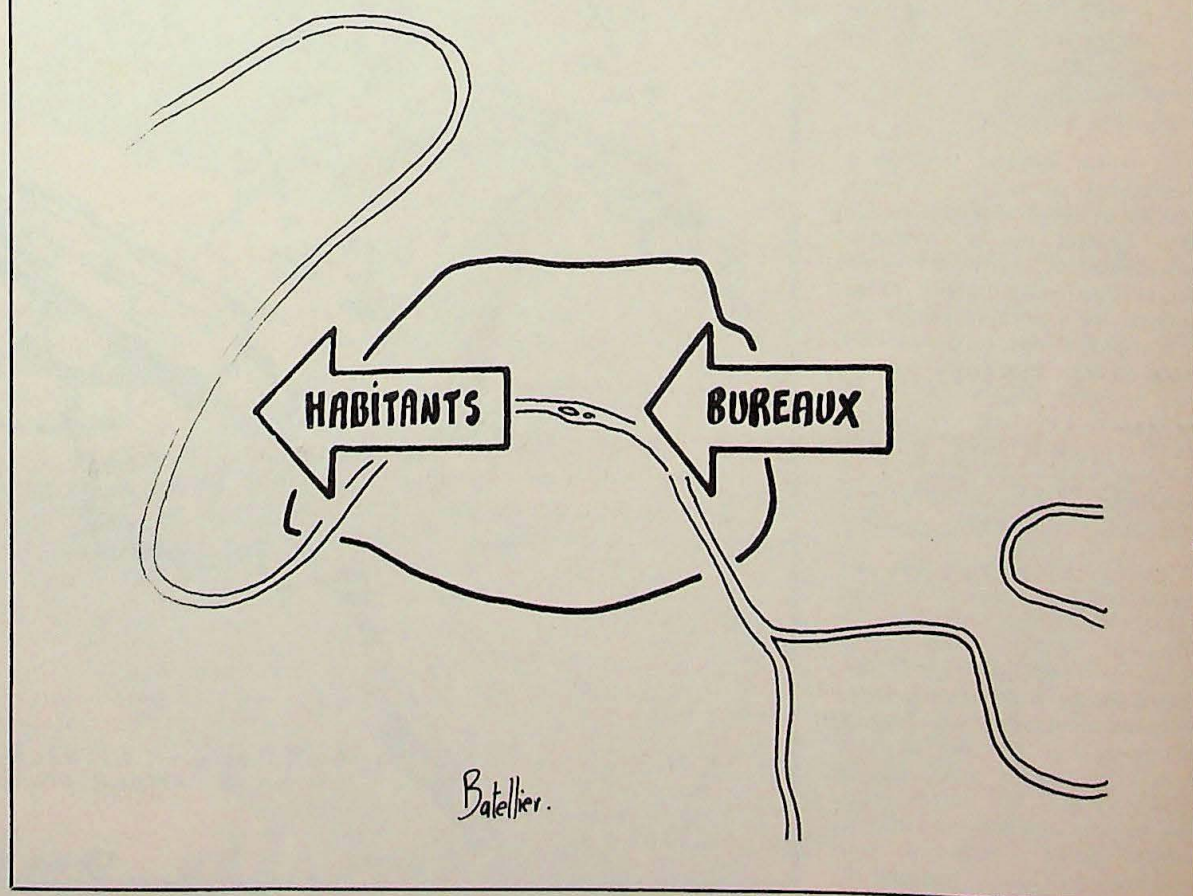
A l'heure actuelle nous sommes en présence d'un véritable scandale. 115 enfants de travailleurs immigrés ne sont toujours pas scolarisés, faute de locaux. Les crédits (250.000 F) ont pourtant été votés par le Conseil général des Hauts-de-Seine. Pour ces enfants, nés pour la plupart dans des bidonvilles, une scolarité maternelle est indispensable à l'apprentissage du français, à une socialisation future, ainsi qu'à l'acquisition d'habitudes scolaires qui permettront l'adaptation à l'école primaire et à toute forme d'enseignement. Dans de telles conditions et devant l'émotion suscitée par cette affaire à Gennevilliers, les enseignants, soucieux de l'avenir de leurs élèves et de solidarité internationale, menacent à nouveau de se mettre en grève. Depuis plus de trois mois maintenant la lutte a redoublé de violence. Les syndicats d'enseignants ont demandé audience à la préfecture, au Conseil général. Devant l'absence de réponse, les sections du S.N.I. et du S.G.E.N. envoient un premier communiqué de presse. Le comité local de défense des Cités de transit se reconstitue. De multiples démarches sont entreprises pour hâter la construction des classes

manquantes : convocation de l'architecte, lettre du Comité à la préfecture, au Premier ministre le 29 octobre... Ces nombreuses tentatives échouent. Le 6 novembre, les enseignants font grève, une délégation est reçue par le Préfet, enfin, une conférence de presse tenue le même jour réunit 11 journaux dont « le Monde », « l'Humanité », « Témoignage Chrétien », « T.S. ». Fin novembre, toujours rien. Les 250.000 F de crédit sont disponibles, les terrains aussi, les enfants sont dehors et les jours passent, irrémédiablement perdus pour eux.

Les travailleurs immigrés parqués

Ces faits montrent comment le capitalisme exploite non seulement les travailleurs immigrés mais se débarrasse lâchement de ses devoirs en refusant la scolarisation à leurs enfants. L'Etat bourgeois constitue en même temps de véritables ghettos en concentrant les familles immigrées dans quelques municipalités (Gennevilliers 13.000 travailleurs immigrés sur 50.000 habitants). Combien à Asnières dans le fief de Chalandon ? Il n'y a pas qu'en Afrique du Sud et aux Etats-Unis qu'on parque le sous-prolétariat ! □

SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION PARISIENNE



L'Ordre moral

Rémy Grillault

Au moment où, après la mascarade des Etats généraux de la femme et le discours présidentiel sur la famille, la bourgeoisie tente d'imposer un nouvel ordre moral, nous vous présentons une affaire qui ne constitue malheureusement pas un cas isolé.

Une jeune institutrice titulaire, d'Ille-et-Vilaine vit « maritalement » depuis trois ans avec un homme qui travaille dans les Côtes-du-Nord. Un enfant est attendu pour le début de l'année 71 dans ce foyer qui mène une existence normale. La directrice, le président de l'Amicale laïque (!) et l'inspecteur d'académie « conseillent » alors à la jeune institutrice de se marier dans les quinze jours pour le plus grand bien de l'école et pour, soi-disant, apaiser l'inquiétude de parents qui ne sont même pas au courant. La jeune femme refuse, estimant qu'on porte atteinte à sa vie privée ; elle est alors

suspendue de ses fonctions le 4 décembre en attendant que l'on statue sur son sort. Qui peut prétendre désormais parler de liberté individuelle, d'émancipation réelle de la femme dans cette société où la classe dominante impose quotidiennement son idéologie par la violence ? Sous couvert de laïcité, les serviteurs patentés de Marcellin sont à l'œuvre. La laïcité a vraiment bon dos ! Et ce n'est pas tout : Le syndicat des instituteurs (S.N.I.) n'a pas cherché à défendre notre camarade, mais a tenté au contraire de lui faire comprendre que son intérêt rejoignait celui de l'administration.

Voici les faits reconstitués et présentés au jour le jour par nos camarades de la fédération d'Ille-et-Vilaine du S.U. qui mènent la lutte aux côtés du Secours rouge départemental et du groupe « Ecole émancipée et rénovation syndicale ».

A vous de juger

Médérac :

Commune d'Ille-et-Vilaine de l'arrondissement de Rennes - 1.654 habitants - Ecole publique et école privée.

Directrice de l'école publique : Mme DELAHAYE.

Président de l'amicale laïque : M. PERDRIEL (petite usine de salaisons 30 ouvriers).

Mois d'octobre 1970

Un midi à la cantine scolaire où travaillent bénévolement la directrice et son adjointe :

Madame la Directrice demande :

« Quand vas-tu te marier ? Les parents commencent à s'inquiéter » Pas de réponse précise de l'Institutrice. « Il s'agit de ma vie privée ».

(EN FAIT LES PARENTS N'ÉTAIENT PAS ENCORE AU COURANT, PERSONNE N'AVAIT ÉTÉ INFORMÉ EN DEHORS DE LA DIRECTRICE - CAMARADE (?) D'ÉCOLE DE SON ADJOINTE).

Lundi 19 octobre

Madame la Directrice :

« Certains parents estiment que vous devriez vous marier ; ils parlent de changer leurs enfants d'école. »

« Certains parents iraient même voir l'inspecteur primaire. Mariez-vous dans 15 jours et tout sera terminé. »

L'institutrice :

« Ma vie privée ne regarde que moi, organisez une réunion des parents d'élèves mécontents ou du bureau de l'Amicale, j'exposerai les faits. »

REFUS DE LA DIRECTRICE

Du 6 au 10 novembre :

L'institutrice est alitée (grippe) - Mme la Directrice présente la remplaçante à la cuisinière de la cantine comme devant remplacer l'Institutrice à titre définitif - très probablement !

Mardi 10 novembre :

Visite de la directrice à Monsieur l'Inspecteur primaire de Montfort.

SANS EN INFORMER SON ADJOINTE NI LE SYNDICAT

Prétexte : nouveau terrain pour l'école. Le président de l'Amicale, M. Perdriel (Conseiller municipal) aurait demandé à Mme la Directrice de faire son devoir.

Mme la Directrice rapporte un **Ultimatum** de Monsieur l'Inspecteur « Il faut envoyer la démission de ton poste (l'institutrice est titulaire)... Monsieur l'Inspecteur préfère sacrifier une institutrice plutôt qu'une école. »

Le mot de défense de la « laïcité » est prononcé.

Mercredi 11 novembre :

L'institutrice demande un rendez-vous à M. HEDE, Conseiller syndical du S.N.I.

Jeudi 12 novembre :

Entrevue avec Hede - Pas question de donner votre démission. J'irai voir M. Perdriel : ça s'arrangera.

Vendredi 13 novembre :

Visite de Monsieur l'Inspecteur - menaces d'expulsion du logement en déclarant celui-ci insalubre - 2 solutions : « Ou vous demandez votre changement, ou nous vous déplaçons d'office. »

Lundi 16 novembre :

Visite du Conseiller syndical à M. Perdriel et à Mme la Directrice : « Ce sont des gens ouverts qui ne vous reprochent rien, mais craignent pour l'Ecole ». Il conseille à l'institutrice de demander son changement. (Or, celle-ci a demandé Merdréac pour se rapprocher du lieu de travail de son compagnon).

20 ou 21 novembre :

Le Conseiller syndical, après avoir pris contact avec l'Académie, propose un seul poste :

RENNES OU RIEN

Lundi 23 novembre :

Délégation de 9 parents sur 32 auprès de M. l'Inspecteur primaire. La directrice au courant **n'en avait informé ni son adjointe, ni le syndicat** - 2 de ces parents ont depuis cette date signé une **pétition** demandant le maintien de l'Institutrice ; ils n'avaient pas été complètement informés des conséquences de cette visite !

Mardi 24 novembre :

Visite de M. l'Inspecteur ; il propose **Rennes** comme une faveur -

Refus de l'Institutrice qui s'estime victime de brimades. M. l'Inspecteur semble envisager Dinan ou St-Brieuc comme une autre solution possible. L'institutrice serait consentante.

Vendredi 27 novembre :

Visite de l'Inspecteur primaire et d'un inconnu de l'institutrice à Mme la Directrice ; celle-ci refuse de communiquer à l'institutrice ce qui a été décidé.

Samedi et dimanche 29 novembre :

L'institutrice fait circuler une pétition près des parents d'élèves - 17 signatures sont recueillies - demandant le maintien de l'institutrice et faisant remarquer que défense de la **laïcité** signifie aussi défense de la **liberté individuelle**.

Lundi 30 novembre, mercredi 2 décembre :

M. Perdriel déclenche, avec 8 autres parents une « grève » pour demander le renvoi de l'institutrice.

Résultat de cette grève :

● **Petite classe** : 6 enfants absents sur 38 élèves (classe de l'institutrice) ;

● **Grande classe** : 13 enfants absents sur 25 élèves (classe de la directrice).

Mardi 1^{er} décembre :

1 seule des 9 familles n'a pas d'enfant dans la classe de la directrice.

L'institutrice est convoquée à **Rennes** devant Monsieur l'Inspecteur d'Académie. Il lui est signifié qu'elle est suspendue de ses fonctions à compter du vendredi 4 décembre en attendant que l'on statue sur son sort. □

Théâtre, chômage, culture et révolution

Françoise Claire

L'émission télévisée « Théâtre », de Lucile de Guyancourt et Jean-Louis Mingallon, programmée le 7 décembre à 21 h 35, a été, sans explication, reculée à 22 h 40, heure tardive où les téléspectateurs sont moins nombreux à l'écouter. Seuls, quelques « mordus » du théâtre ont attendu la diffusion. Notre Télé est libérale, tous les sujets peuvent être abordés, c'est un instrument de diffusion culturelle... à condition que les émissions de ce type ne recueillent qu'une audience relative. L'émission « Théâtre » posait pourtant un problème qui touche actuellement un grand nombre de Français : le chômage et l'instabilité de l'emploi, sujets abordés dans deux séquences.

La vie quotidienne d'un comédien

Un jeune comédien, Michel Saussin, marié, deux enfants, engagé à l'année au Théâtre de la Ville, il gagne, par mois, avec les cachets à la représentation, un salaire de 1 500 F, mais, comme il ne joue pas l'année complète, cela lui fait une moyenne de 1 000 F par mois. Une fois la saison théâtrale terminée, il se trouve sans emploi. Il faut qu'il gagne sa vie. Il frappe à de nombreuses portes (enregistrements radio, télévision, cinéma)... beaucoup d'appelés... peu d'élus. Pour lui, c'est le chômage. Pour vivre et assurer sa vie fami-

liale, il se tourne vers le travail temporaire : les entrepôts de Bercy, le travail à la chaîne. Les vacances ? Il ne faut pas y penser pour le moment. L'avenir ? Il est très incertain. Fera-t-on à nouveau appel à lui ? Michel Saussin n'est pas le seul comédien dans son cas : ils sont des milliers que guettent le chômage et l'instabilité de l'emploi. Cela existe aussi chez les comédiens, les travailleurs de la scène, des studios de cinéma.

En Lorraine : travailleurs et comédiens...

Même son de cloche dans la séquence consacrée au Théâtre Populaire de Lorraine. Cette jeune compagnie qu'anime Jacques Kraemer est, elle aussi, victime de ce mal de notre époque. Une partie des membres du T.P.L. est au chômage. Une jeune comédienne, pour assurer son existence, fait des enquêtes. Et pourtant, l'action du T.P.L., dans cette région, est exemplaire. La population ouvrière réagit très favorablement. Le théâtre mis en œuvre par Kraemer et son équipe est tourné vers les forces les plus vives du pays lorrain : les travailleurs. Le T.P.L. se préoccupe de son public, est engagé dans les luttes. Les travailleurs interviewés ont aimé la dernière création du T.P.L. « Splendeurs et misères de Minette, la bonne Lorraine ». Ils se sont reconnus dans la

pièce qui leur a permis de réfléchir sur leurs conditions de vie et de travail, sur l'exploitation faite par la société capitaliste. Le final de la pièce, « L'Hymne des Mineurs », les a bouleversés ; celui-ci a été composé en 1963 par les mineurs de Trieux lors d'une grève de 79 jours avec occupation du fond :

« Pauvre mineur, c'est toujours toi qui trinques.

C'est toi qu'on brime, qu'on presse comme un citron.

« Mais, aujourd'hui, il faut que cela cesse.

« Voilà pourquoi nous occupons le fond. »

Les ouvriers interviewés nous disent : « La Lorraine est une région où la culture était complètement absente. Une certaine génération n'a pas connu le théâtre. Il ne suffit pas de faire venir des opéras, il faut aider les travailleurs à trouver le chemin du théâtre, les intéresser afin qu'ils puissent se reconnaître dans ce qui est joué, il faut penser aux travailleurs immigrés, nombreux en Lorraine (Polonais, Italiens, Algériens, Portugais, Espagnols). Le théâtre doit se mettre à la portée des travailleurs. » Les ouvriers ont vu « les Sorcières de Salem », de Miller, « Boulevard Durand », de Salacrou, « Paolo Paoli », d'Adamov. Ils en parlent avec émotion. « Chaque fois que je suis allé au théâtre, c'était à l'occasion de sorties organisées. Pour nous, c'est très important. » Le théâtre classique leur paraît une forme de culture qui les dépasse un peu. Pour l'apprécier pleinement, ils demandent que les animateurs de théâtre se rapprochent d'eux. A Villerupt, le T.P.L. s'y emploie d'une extraordinaire façon, mais le chômage freine son action.

Une certaine recherche

Le troisième volet de cette émission était consacré au Théâtre de l'Acte, influencé par le Living Théâtre, Grotowsky.

De jeunes comédiens vivent en communauté, en dehors des structures existantes qu'ils jugent aliénantes. Pour vivre, ils assurent des travaux agricoles dans la région toulousaine (moissons, vendanges...). Chez eux, c'est un certain refus de la société et, par l'action qu'ils mènent, ils cherchent précisément à lutter contre cette société. Cela est bien compréhensible, lorsque l'on voit avec quel mépris le patronat traite les travailleurs. En décembre 1970, alors que Pompidou glorifie la famille, des milliers de Français se trouvent sans emploi, d'autres se demandent de quoi demain sera fait. La protection du travailleur est à dessein muselée par le pouvoir : manque d'informations et de formation sur le droit du travail (ceci est particulièrement flagrant au sein des entreprises privées), conventions collectives compliquées, inspections du travail délabrées et sinistres dans lesquelles les responsables ne peuvent travailler correctement...

Le théâtre au service des luttes

Il faut être reconnaissants envers ceux qui cherchent à donner aux travailleurs les moyens de trouver de nouvelles formes de luttes et de défense de leurs droits, afin de changer quelque chose dans les organisations de masse. Animateurs et comédiens de théâtre, cinéastes, écrivains peuvent faire un travail fantastique. L'émission « Théâtre » en est une preuve (la direction des programmes de l'O.R.T.F. veut en modifier la formule car elle pose trop de problèmes !), le film de Marin Karmitz « Camarades » en est une autre. Ces exemples montrent combien une barrière culturelle peut être baissée et que l'artiste peut jouer un rôle révolutionnaire aux côtés de la classe ouvrière pour imposer le contrôle ouvrier et la prise du pouvoir par les travailleurs.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste. Le numéro 1,00 F.

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

16 - Les Travailleurs immigrés.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV'

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. 15 58 26.65 Paris

Éditions du P.S.U.

PACTE ATLANTIQUE
ET
IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15' - C.C.P. 58 26 65 Paris

Elise ou la vraie vie

Henri Beley

Il est significatif de remarquer que, dans ce film essentiellement **politique** (1), certains commentateurs n'ont vu qu'une « belle histoire d'amour », qu'une « histoire romanesque » qui « se déroule dans le climat (!) politique et social influencé (!) par le conflit en cours » (la guerre d'Algérie). Alors que le film de Michel Drach pose, avec une vigueur et une clarté exemplaires, des questions qui, tant que le capitalisme existera, seront d'une actualité brûlante — Qu'est-ce que l'esclavage salarié? Qu'est-ce que le colonialisme? Le racisme? La répression policière? Ces messieurs, indécrottement aveugles et sourds, n'y voient que du feu et n'y entendent que du vent.

C'est ainsi que M. de Barocelli n'a vu que « séquences anecdotiques » qui « rompent fâcheusement avec le ton général du film » dans des passages aussi essentiels — et aussi **dramatiques** — que ceux traitant de la condition des ouvrières : « les papotages des ouvrières au vestiaire pendant la pause », écrit-il sans sourcilier. Cent ans après l'écrasement de la Commune, la morgue de la classe dominante est toujours aussi vivace. La description d'ouvrières d'usines dans un film consacré à la vie en usine? « Anecdote », bien sûr. Détails sans importance que ces séquences qui permettent au réalisateur, en quelques touches brèves et sûres, de dépeindre le prolétariat féminin, c'est-à-dire (rappelons-le pour certains) des êtres humains que le capitalisme réduit à l'esclavage quotidien. « Vivement la

retraite! » disent-elles toutes — même les jeunes! Pour beaucoup de critiques, ceci n'est que « papotage ». Et on peut parier à mille contre un qu'à la sortie du cinéma, eux et leurs semblables se sont retrouvés dans le fauteuil moelleux de leurs voitures sans même se rappeler cette vérité élémentaire que Michel Drach fait brutalement saisir tout au long de son film : la jolie voiture qu'il vous a été possible d'acquérir, messieurs, combien a-t-elle coûté de sueur, d'épuisement, d'exaspération, de dégoût, de désespoir, de colère, de haine à des milliers d'hommes (pas des robots ni des chiens : des hommes) qui, pièce après pièce, roue après roue, vitre après vitre, l'ont taillée, assemblée, polie, peinte, figolée afin que **vous**, messieurs les gens d'« esprit », puissiez, en la conduisant, méditer confortablement sur les difficultés de la « société d'abondance »?

Les hasards de la censure

Mais pourquoi, après tout, ne pas se féliciter de cette insensibilité aristocratique? Car, selon toute apparence, si les messieurs de la commission de censure ont laissé passer ce film, c'est parce qu'il ne heurtait pas leur conscience chrétienne. Rares pourtant sont les films qui montrent la police sous un jour aussi brutal — quotidiennement brutal. La scène où deux flics forcent un Algérien à se déshabiller sous les yeux de l'héroïne de l'histoire est sans doute une des plus « dures » qu'il nous a été donné de voir dans le ci-



ADNP

critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».

Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : « Contrôle ouvrier, parti et syndicat II ».

Prix au numéro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi

néma français. La dignité de l'Algérien, sa supériorité sur les deux brutes sont si éclatantes qu'on se demande comment la commission de censure a pu laisser « passer » une telle séquence! Une seule explication : ces messieurs sont tout aussi dépourvus de sensibilité que les flics qu'on leur donne à voir. Ce qui n'a rien de surprenant : comment peut-on, à la fois, servir délibérément la bourgeoisie et posséder le sens de la dignité?

Prolétaire d'abord

On n'en finirait pas de souligner tout ce que Michel Drach a magistralement su montrer. Par exemple : qu'est-ce que le prolétariat? Qui dit « travailleur immigré » dit, **d'abord et avant tout, prolétaire**, c'est-à-dire homme vendant sa force de travail dans les secteurs qui sont à la **base même de la production** (ici, la métallurgie). Cette réalité est trop souvent masquée par l'aspect « bidonville » ou « balayeur de rue » (l'immigré prenant ainsi le pas sur le prolétaire) et il faut féliciter Michel Drach d'avoir replacé les choses dans leurs vraies dimensions (ce qui ne

l'empêche pas de faire pénétrer sa caméra dans un bidonville). Simplement, il souligne l'aspect « travail à la chaîne » comme **essentiel**.

Autre question du film : **Comment militer?** Nous assistons ici à deux critiques radicales : celle du gauchisme (impatience, maladresse, extériorité par rapport au prolétariat, voire... racisme camouflé!); celle du réformisme, de l'opportunisme des dirigeants syndicaux français qui ne font rien pour combattre le chauvinisme dans la fraction française de la classe ouvrière, qui restent démagogiquement à la traîne des masses.

Racisme partout

Il est difficile de fournir une image plus noire des ouvriers français que celle qu'il nous est donné ici de contempler : pas la moindre lueur dans cette nuit raciste! Dans la mesure où la révolution en France passe par l'unité des prolétaires de tous les pays — France comprise — exploités sur notre sol par l'impérialisme français, on peut considérer que le film de Michel Drach pêche par excès de pessimisme. Toutefois, si ce

film déclenche des réactions indignées dans un public français ouvrier, ce « défaut » peut se transformer en trait positif. Mais sera-t-il distribué dans les cinémas des banlieues ouvrières?...

Ombre et lumière

Nous n'avons parlé ni de la guerre d'Algérie ni de l'« histoire » elle-même, et, en particulier, de l'héroïne du film, remarquablement « vécue » par Marie-José Nat, de cette « Elise » à la poursuite de la « vraie vie », c'est-à-dire d'un bonheur non retranché d'un monde où le racisme fait flèche de tout bois. Le problème d'Elise est celui de tous ceux pour qui la vie est la valeur suprême, de tous ceux qui sont conscients de ce « miracle » extraordinaire : appartenir au monde; de tous ceux qui, au cours de cette période si brève qu'est l'existence humaine, entendent être autre chose que des ombres qui passent. □

(1) Cinémas parisiens : Studio Parnasse, St-Germain Village, St-Lazare Pasquier.

HISTOIRE

- **LES BOURGEOIS CONQUÉRANTS**, Ch. Moraze, le XIX^e siècle, Ed. A. Colin, coll. Destins du monde, 504 pages, 1 vol. relié 51,00
- **L'AMÉRIQUE ET LES AMÉRIQUES**, Pierre Chanu, de la préhistoire à nos jours, Ed. A. Colin, coll. Destins du monde, 432 pages, 1 vol. relié 72,20
- **GRANDS SECRETS, GRANDES ENIGMES**, Alain Decaux, Dix-sept grands mystères de l'histoire mondiale, Ed. Trévise, 1 vol. relié 95,00
- **LES GRANDS MYSTÈRES DU PASSE**, Alain Decaux, Quinze énigmes historiques, Ed. Trévise, 1 vol. relié 95,00
- **CHRONOLOGIE DES CIVILISATIONS**, Jean Delorme, P.U.F., 10.000 dates de l'histoire du monde, des pharaons à la conquête de la Lune, 1 vol. relié 50,00

Collection « 30 journées qui ont fait la France », éd. Gallimard, chaque volume relié :

- **LE MEURTRE D'ÉTIENNE MARCEL**, J. d'Avout 32,50
- **LE 18 BRUMAIRE**, Albert Ollivier 18,00
- **LA PROCLAMATION DE LA COMMUNE**, H. Lefebvre 31,10
- **LA FIN DE LA III^e RÉPUBLIQUE**, Em. Berl 30,00
- **LES RÉVOLUTIONS DU XX^e SIÈCLE**, Pierre Lepape, coll. « Le Point de la Question », de Lénine à Castro. Nombreuses illustrations, 1 vol. relié 38,00

MARXISME

- **ŒUVRES CHOISIES DE MARX-ENGELS**, Ed. de Moscou, en 3 vol. reliés, chaque 15,00
- **ŒUVRES CHOISIES DE LÉNINE**, Ed. de Moscou, en 3 vol. reliés,
tome I 14,00
tome II 12,70
tome III 12,70

GÉOGRAPHIE VOYAGES

- **L'ASIE**, Pierre Pfeffer, Hachette coll. « Continents en Couleurs », 1 vol. relié 77,00
- **LE MAROC ETINCELANT**, Une invitation au voyage dans un pays enchanteur, Ed. Vilo, 1 vol. relié 65,50
- **LE JAPON DES RÉALITÉS**, 200 illustrations noir et couleurs, Ed. Vilo, 1 vol. relié 65,50
- **MEXIQUE**, L'inconnu et l'étrange sont à chaque pas, nombreuses illustrations, Ed. Delpire, 1 vol. relié 20,00

Avec vos vœux...

LITTÉRATURE

Les œuvres complètes des plus grands écrivains.
Chaque volume de 400 à 1200 pages. Imprimé sur velin. Relié pleine toile rouge.

- **BAUDELAIRE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **CORNEILLE**, œuvres complètes, 1 vol. double 30,00
- **LA FONTAINE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **MARIVAUX**, théâtre, 1 vol. simple 20,00
- **MEMORIAL DE SAINTE-HELENE**, 1 vol. simple 20,00
- **MOLIÈRE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **MONTAIGNE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **MONTESQUIEU**, œuvres complètes, 1 vol. double 30,00
- **MUSSET**, œuvres complètes, 1 vol. double 30,00
- **PASCAL**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **RACINE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **ROUSSEAU**, œuvres autobiographiques, 1 vol. simple 20,00
- **VIGNY**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **BALZAC**, la Comédie humaine, en 7 vol., chaque 20,00
- **FLAUBERT**, œuvres complètes, en 2 vol., chaque 30,00
- **STENDHAL**, romans complets, en 2 vol., chaque 20,00
- **V. HUGO**, romans complets, en 3 vol., chaque 20,00
- **E. ZOLA**, les Rougon-Macquart, en 6 vol., chaque 20,00

DICTIONNAIRES ENCYCLOPÉDIES

- **LE PETIT ROBERT**, dictionnaire de la langue française, 1 vol. relié 82,20
- **NOUVEAU DICTIONNAIRE DE CITATIONS FRANÇAISES**, 16.000 citations, 900 écrivains, Tchou éditeur, 1 vol. relié 49,00
- **DICTIONNAIRE DES LITTÉRATURES**, Ph. Van Thiegen, en 3 vol. reliés, l'œuvre de 20.000

écrivains de tous les pays du monde. Chaque vol. ... 55,00

- **L'ENCYCLOPÉDIE DU CINÉMA**, Ed. Bordas, 1 fort vol. relié 135,00

ARTS

- **L'ART EN ALSACE**, Hans Haug, coll. Arts et Paysages, Ed. Arthaud, 1 vol. relié 82,00
- **L'ART CATALAN**, Marcel Durliat, coll. Arts et Paysages, Ed. Arthaud, 1 vol. relié 63,00
- **PICASSO - DESSINS 1966-1968**, Charles Field, sélection des 50 meilleurs livres 1969, éditions du Cercle d'Art, 1 vol. relié 120,00
- **LA GRAVURE FRANÇAISE DU XX^e SIÈCLE**, Roger Passero, très beau volume illustré sur l'évolution et les procédés de la gravure qui met en valeur l'œuvre des grands maîtres, Bibliothèque des Arts, 1 vol. relié 124,00
- **LA RENAISSANCE**, pays par pays, artiste par artiste, cent hors-texte en six couleurs, Ed. Hachette, coll. « La peinture en Europe », 1 vol. relié 77,00
- **LA PEINTURE AU LOUVRE**, Ed. Somogy, coll. « Trésors des grands musées », 1 vol. relié 34,80
- **LES PETITS MÉTIERS**, poésies pour tous, Jean Marcenac, E.F.R., 1 vol. relié 10,20

CURIOSITÉS

- **CANARDS DU SIÈCLE PASSE**, J.-P. Seguin, une collection rarissime de « canards » du XIX^e siècle reproduits en format original, Ed. P. Horay, 1 vol. relié 56,00
- **L'AVENTURE DE LA VOILE**, 1520-1914, Donald Macintyre, une vaste fresque de la navigation à voiles. Quatre siècles d'aventures sur toutes les mers du globe, éd. Albin Michel, 1 vol. relié 98,00

HUMOUR

- **DIX ANS D'HISTOIRE EN 100 DESSINS**, Moissan, le dessinateur bien connu des lecteurs du « Canard Enchaîné », 1 vol. 25,00

Pour les enfants

De 5 à 8 ans

Editions « L'école des loisirs ».

- **FLEUR DE LUPIN**, 1 vol. 14,80
- **LE JUGE**, 1 vol. 14,80

De 8 à 10 ans

- **L'ENFANT ET LES SORTILÈGES** Texte de Colette, Ed. Flammarion, 1 vol. 17,30

De 12 ans et plus

- **LES VIKINGS**, Ed. Hatier, 1 vol. 110,00
- **5.000 ANS DE PÉTROLE**, Ed. Hatier, 1 vol. 5,60

POUR ENFANTS ET ADULTES

- **PICASSO, LES ENFANTS ET LES TOROS DE VALLAURIS**, Texte de Jean Marcenac, 60 dessins d'enfants de Vallauris en 4 et 6 couleurs, 1 vol. pleine toile 60,00

Commandez les à

Librairie de

tribune
socialiste

54, Bd Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. 58 26 65 Paris

- Règlement à la commande
- Envoi franco
- Remise 10 % pour toute commande à partir de 100 F.

Pour les gourmets

- **VIGNES ET VINS DE FRANCE**, J. Jacquelin et R. Poulain, 500 pages, 48 ill. hors texte, 76 photos, 1 vol. relié 48,10
- **LE DICTIONNAIRE DES FROMAGES DU MONDE**, Christian Plume, 700 variétés, 60 recettes, 1 vol. relié 40,40

...offrez des livres